

2018 - 2020

RAPPORT BIENNAL SUR LA RECHERCHE

Section de common law

PRÉPARÉ PAR :

Le Bureau de la recherche
Faculté de droit



uOttawa

Faculté de droit
Faculty of Law

TABLE DES MATIÈRES

Un message de l'équipe éditoriale et un mot de la vice-doyenne
à la recherche 2

In Memoriam: À la mémoire du professeur Ian Kerr 3

Répondre à la crise de la COVID-19 4

THÈMES DE RECHERCHE

Droit autochtone 6

Droit public 8

Droit et technologie 10

Droit de la santé 12

Droit de l'environnement 14

Droits de la personne et droit international 16

Les femmes et le droit 18

Innovatrices et innovateurs en mobilisation des connaissances 19

Chaires de recherche et d'enseignement 21

Nouveaux membres du corps professoral 22

Permanence et promotions 24

Études supérieures 25

Financement de la recherche 27

Prix et distinctions 30

Nominations 31

Livres publiés 33

Message de l'équipe éditoriale

Nous sommes heureux de vous présenter le rapport biennal sur la recherche de la Section de common law pour 2018-2020 – un rapport élaboré dans des conditions inédites. Les pages qui suivent offrent un aperçu des activités de recherche et des réalisations accomplies par la Section de common law au cours des deux dernières années financières, plus exactement pour la période allant du 1er avril 2018 au 31 mars 2020. Nous avons, à quelques reprises, débordé de cette période pour brosser un tableau plus complet ou pour faire une mise à jour essentielle.

Le processus de révision a fait ressortir deux choses très clairement. Premièrement, porter un regard rétrospectif est toujours révélateur et revigorant pour la Faculté. La quantité d'activités de recherche menées et réalisées par nos chercheurs et chercheuses est stupéfiante. C'est vrai qu'il s'en passe des choses en deux ans, mais depuis 2020, une année où le savoir a souvent été notre seule défense contre le chaos, il est d'autant plus facile de se rendre compte de l'impressionnante contribution mondiale de nos équipes de recherche.

Deuxièmement, l'étude du droit est réellement l'étude de toutes choses. Il suffit de parcourir les pages thématiques du rapport pour constater que très peu d'aspects de notre vie sont sans rapport avec le droit – nos chercheurs et chercheuses sont de véritables touche-à-tout. Ce constat n'a jamais été aussi manifeste qu'en 2020, où nos équipes ont à maintes reprises contribué par leur expertise à la lutte contre la COVID-19. Les effets de la pandémie sont considérables, et souvent insoupçonnés; nous avons été choyés de pouvoir compter sur des personnes prêtes à mobiliser leurs connaissances pour nous aider à traverser la crise.

Nous espérons que vous apprécierez ce survol. Bonne lecture!



Cintia Quiroga
Rédactrice en chef



Andrew Kuntze
Rédacteur-réviseur

Natalie Carter
Révisseur-traductrice

Un mot de la vice-doyenne



La prof. Penelope Simons

Le présent rapport de recherche illustre toute l'expertise et l'ampleur exceptionnelle de notre Faculté de droit, et plus précisément de notre Section de common law. Notre université à forte vocation de recherche continue de manifester clairement sa volonté de consolider ses forces en tant que leader national et mondial dans des domaines juridiques très variés. Pendant la période visée (du 1er avril 2018 au 31 mars 2020), notre Section a accueilli huit nouveaux membres, en plus de développer et d'enrichir son expertise dans plusieurs domaines : droit administratif, droit commercial, droits de la personne, malversations d'entreprises, droit de la fertilité, droit de l'Internet, théorie sur le droit privé, défense de l'intérêt public, fiscalité, questions de droit liées aux personnes trans, etc. Lorsque la pandémie a frappé, les spécialistes de la common law avaient tous les outils nécessaires, grâce à cette incroyable palette de compétences, pour mettre sur pied des projets de recherche novateurs et contribuer aux débats publics entourant la COVID-19.

Pendant cette même période, le corps professoral a continué d'attirer d'importantes sommes pour le financement de la recherche, positionnant notre Faculté de droit parmi les plus soutenues par les trois organismes subventionnaires au Canada. Nous avons mis sur pied le Centre de droit public et nommé trois nouveaux titulaires de chaires de recherche (droits linguistiques, droit administratif et gouvernance, technologie et société), et créé la bourse professorale Samuelson-Glushko en droit de l'Internet. Nous avons également renforcé notre collaboration avec nos collègues du droit civil, notamment grâce à deux centres de recherche désormais co-dirigés par les deux sections, mais aussi grâce à la deuxième édition de l'École d'automne sur la méthodologie de la recherche en droit.

Les recherches menées par nos professeures et professeurs, de même que leurs retombées, sont largement reconnues et primées et entraînent diverses nominations (comités d'examen et comités consultatifs du gouvernement, conseils consultatifs d'organisations non gouvernementales). Plusieurs membres du corps professoral ont également joué un rôle-conseil dans des dossiers phares présentés devant les tribunaux canadiens.

Malheureusement, la période a aussi été marquée par la perte d'un de nos collègues les plus estimés et appréciés, le professeur Ian Kerr, décédé en août 2019. Véritable pionnier et monument dans son domaine, Ian Kerr était une personne généreuse sur qui l'on pouvait compter, un passionné de son métier qui était toujours prêt à conseiller l'ensemble des membres de la communauté universitaire. Nous lui porterons toujours beaucoup d'affection et d'admiration, et nous regrettons son départ prématuré.

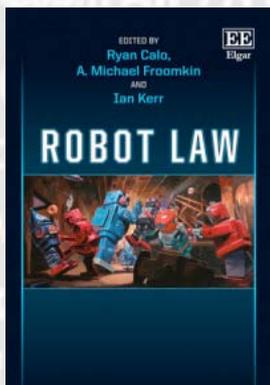
IN MEMORIAM



Le professeur Ian Kerr

À la mémoire du professeur Ian Kerr

Le professeur **Ian Kerr** s'est éteint le 27 août 2019 à la suite de complications dues à un cancer. Son décès a laissé un énorme vide au sein de notre communauté de faculté de droit, mais sa passion inépuisable et sa vision inébranlable continuent de nous inspirer au quotidien.



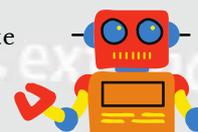
Ian s'est joint à la Section de common law en 2000 et a été nommé titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éthique, droit et technologie en 2001. En choisissant ce titre pour sa chaire, Ian faisait preuve d'un esprit visionnaire et de leadership, ayant cerné l'importance de la recherche sur les conséquences éthiques de la technologie avant même que cette question ne devienne un enjeu sociétal majeur.

Le travail de Ian a toujours été à la plus fine pointe du droit et de la technologie, en évaluant les répercussions de l'intelligence artificielle et des algorithmes, en mettant en garde contre les menaces du monde numérique à la vie privée et à la sécurité et en examinant en profondeur les conséquences de la gestion des droits numériques, des contrats établis par voie électronique, et des technologies visant à améliorer l'humain. Plus de 15 ans avant que le sujet ne soit reconnu comme un domaine d'étude juridique distinct, Ian a souligné que le commerce électronique et le domaine plus large du droit et de la technologie devraient s'adapter aux nouveaux scénarios générés par l'IA et la robotique. En 2016, il a publié *Robot Law* avec ses collègues Ryan Calo et A. Michael Froomkin, fournissant un examen du droit et des politiques en matière de robotique et d'IA. Cette recherche, combinée à ses premiers

travaux évalués par des pairs, a non seulement ouvert la voie à un nouveau domaine d'étude juridique, mais a également jeté les bases sur lesquelles reposent de nombreuses considérations juridiques et politiques actuelles dans ce domaine.

Le dévouement de Ian pour ses étudiants était légendaire. Il a écrit que « [l']aspect le plus réjouissant et probablement le plus gratifiant de mon travail est de collaborer avec des étudiants aussi talentueux ». Pour bon nombre d'étudiants, la partie la plus exaltante de leur expérience à la Faculté de droit a été de faire partie de l'équipe de Ian Kerr. Travailler avec Ian n'était pas simplement un projet, ou un travail ou encore une expérience universitaire, cela finissait par devenir une relation pour la vie avec Ian et les autres membres de son équipe. Ian était extrêmement fier de continuer à agir comme mentor auprès de ses anciens étudiants devenus depuis lors ses amis et collègues.

L'influence considérable que Ian Kerr a eue sur les vies de tant d'êtres autour de lui continuera sans nul doute à rayonner longtemps.



RÉPONDRE À LA CRISE

Les chercheurs et chercheuses de la Faculté combattent les incertitudes liées à la COVID-19 grâce à leurs connaissances et à leur expertise

En mars 2020, au moment où la pandémie de COVID-19 frappait de plein fouet la communauté de l'Université d'Ottawa, les chercheurs et chercheuses de la Faculté de droit sont passés à l'action, prouvant que la connaissance est le meilleur rempart en cas de crise. Alors que notre communauté élaborait de nouvelles méthodes de travail et d'enseignement, nos chercheurs et chercheuses mettaient à profit leur expertise pour faire connaître à la population les répercussions de la COVID-19 à l'égard de nos droits, de nos lois et de nos systèmes juridiques.

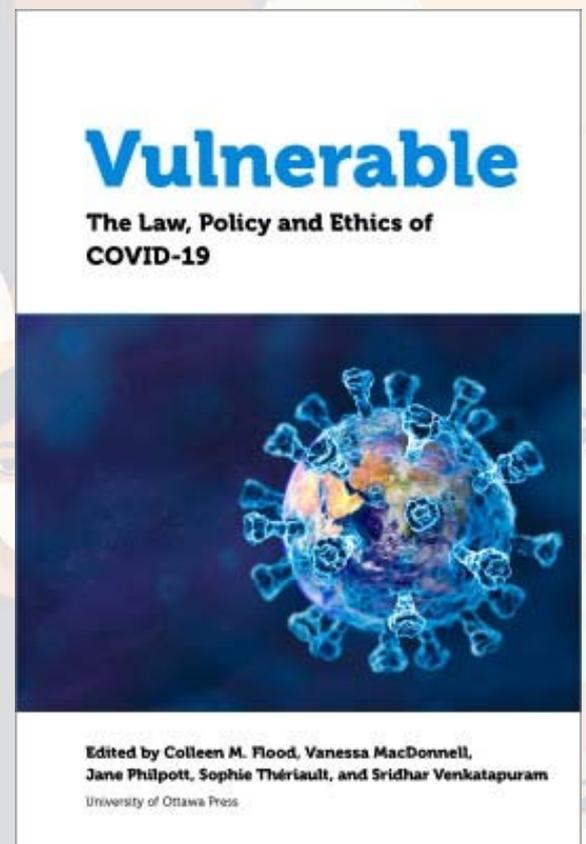
Prise de conscience

D'éminent.e.s expert.e.s publient un livre sur les vulnérabilités exposées par la COVID-19

Les professeures de common law **Colleen Flood** – l'une des plus grandes spécialistes du droit et des politiques de la santé au Canada – et **Vanessa MacDonnell** – l'une des plus grandes expertes du pays en droit constitutionnel – n'ont pas perdu de temps à présenter leurs perspectives cruciales sur la COVID-19 sous une forme concrète et partageable en libre accès. Avec **Sophie Thériault** de la Section de droit civil, **Sridhar Venkatapuram** du King's College à Londres, et **Jane Philpott** de l'Université Queen's, elles ont publié en juillet 2020 *Vulnerable: The Law, Policy & Ethics of COVID-19*, l'une des premières publications scientifiques sur la pandémie.

Au cours de 43 courts chapitres regroupés en six sections (fédéralisme, responsabilité, libertés civiles, équité, travail et santé mondiale), le livre aborde les vulnérabilités et les interdépendances exposées par la pandémie, ainsi que nos réponses juridiques et politiques. Il examine sous différents angles les vulnérabilités des personnes directement touchées par le virus ainsi que de celles touchées par les mesures prises pour ralentir sa propagation. Rassemblant 69 auteurs de partout au Canada et d'ailleurs, le livre montre comment la pandémie a mis en évidence la fragilité de nos institutions, de notre gouvernance et de nos structures juridiques, ainsi que les vulnérabilités au niveau mondial, où des injustices persistantes viennent souvent nous nuire à tous.

Le livre se termine avec l'espoir que la pandémie de la COVID-19 nous incitera à réfléchir profondément à la manière dont nous gouvernons et à planifier notre reprise et notre préparation future en mettant sur un pied d'égalité la santé publique, la sécurité économique et l'équité sociale.



Savoir, c'est pouvoir : les chercheurs et chercheuses offrent leur expertise pour guider la population durant la pandémie

Tandis que les défis associés à la distanciation sociale commençaient à prendre forme en mars 2020, les chercheurs et chercheuses de la Faculté de droit ont immédiatement mis à profit leur expertise et leur expérience pour offrir, dans les médias, de multiples perspectives et éclairages précieux sur la COVID-19 et ses incidences.

Les experts en matière de droits et libertés au Canada sont vite devenus une source cruciale d'informations et de mises en garde quant aux interventions rapides. Les professeurs **Teresa Scassa** et **Michael Geist**, notamment, ont été des sources constantes de renseignements en ce qui concerne les efforts déployés par les gouvernements pour collecter et analyser des données permettant de suivre la pandémie. Les professeurs **Colleen Flood** et **Martha Jackman** ont commenté la capacité des gouvernements à imposer des restrictions aux libertés civiles. Les professeurs **Errol Mendes**, **Carissima Mathen**, **Y.Y. Chen** et **Jamie Liew** se sont penchés, pour leur part, sur la constitutionnalité des mesures de restriction de voyage.

Certaines interventions et initiatives du gouvernement canadien ont été examinées par les professeurs **François Larocque**, **Amir Attaran**, **Yves LeBouthillier**, **Delphine Nakache**, **Paul Daly** et **Stewart Elgie**. Ils ont fourni de précieuses observations et explications sur divers sujets, dont les lacunes mises en évidence dans les lois canadiennes sur les droits linguistiques et les façons de stimuler une reprise économique verte après la pandémie.

Des experts et expertes de la Faculté ont aussi examiné la pandémie d'un point de vue international. Le professeur **Chidi Oguamanam** a observé le combat de l'Afrique face à la COVID-19, se penchant au passage sur les leçons à tirer de la lutte africaine contre le virus Ebola et sur la résilience légendaire des populations de ce continent, affectées de toutes parts.

Enfin, alors que la population canadienne s'habitueait aux nouvelles restrictions et normes sociales, les chercheurs et chercheuses proposaient une approche unique, fondée sur le droit, pour faire face à ces nouvelles conditions. Le professeur **Ravi Malhotra** a ainsi mis en garde contre le risque de négligence à l'égard des personnes handicapées dans le contexte d'une réouverture précipitée des entreprises et des services. De plus, vers la fin de l'été, le professeur **Joseph Magnet** a plaidé en faveur de moyens sûrs de rouvrir les écoles à l'approche du mois de septembre.

La Section de common law remercie tous les chercheurs et chercheuses qui ont mis leurs connaissances à profit pour guider la population canadienne dans cette période difficile.



Comment réagir ? Comment aller de l'avant ? Les chercheurs et chercheuses de la Faculté montrent la voie

Au cours de l'année 2020, des initiatives ont été rapidement mises en place pour rassembler les meilleurs cerveaux pour traiter les problèmes les plus délicats. Voici quelques-uns.e.s des leaders exceptionnel.le.s qui ont pris les devants.

L'Institut canadien de recherches avancées (le CIFAR) a créé au printemps 2020 un groupe consultatif d'experts sur la société, la technologie et l'éthique en temps de pandémie (STEP). Le professeur **Michael Geist** a été invité à rejoindre ce groupe pour contribuer à la formulation de conseils sur les considérations techniques, sociales, juridiques et éthiques relatives au déploiement de nouvelles technologies en réponse à la COVID-19.

La professeure **Suzanne Bouclin** s'est jointe à une équipe interdisciplinaire de chercheurs, dirigée par le professeur **Joe Hermer** de l'Université de Toronto, pour examiner le rôle de la police par rapport aux sans-abris pendant la pandémie, et étudier comment l'approche traditionnelle de lutte contre la criminalité à l'égard des sans-abris pourrait être modifiée en une approche plus globalement coordonnée avec les mesures de santé publique.

La professeure **Bouclin** fait également partie d'une équipe de recherche interdisciplinaire qui examine comment la pandémie de COVID-19 a touché les communautés les plus marginalisées d'Ottawa. L'équipe est composée de chercheurs qui ont établi une relation de confiance avec ces communautés au cours des dix dernières années grâce à la recherche participative communautaire.

La professeure **Colleen Flood** s'est jointe au C.D. Howe Institute Crisis Working Group on Public Health and Emergency Measures, qui, dès le début de la pandémie, s'est penché sur le besoin de directives pour les institutions des soins de la santé en ce qui concerne la gestion des ressources limitées et leur réutilisation.

La professeure **Flood** a également été nommée au groupe de travail de la Société royale du Canada sur la COVID-19, dont le mandat est de fournir des réponses éclairées à propos des principaux défis sociétaux en réponse à la COVID-19 et pour en recouvrir.

La professeure **Heather McLeod-Kilmurray** s'est jointe à un groupe de travail multi-institutionnel dédié à la réduction des inégalités et à faire progresser la bonne intendance environnementale dans une société post-pandémique. Reconstruire ensemble – Groupe de travail sur l'après-COVID-19 a été créé par la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) pour fournir des considérations politiques que les gouvernements municipaux et provinciaux ainsi que le gouvernement fédéral gagneraient à prendre en compte relativement aux infrastructures vertes, aux systèmes alimentaires durables, et à la restauration des écosystèmes et de la biodiversité.

DROIT AUTOCHTONE

Chaire de recherche

- Chaire de recherche de l'Université en lois, ordres juridiques et traditions autochtones (Tracey Lindberg)

Aînée en résidence

- L'aînée Claudette Commanda, algonquienne anishinabe de la Première Nation des Anishinabeg de Kitigan Zibi

Exemples de domaines de recherche

- Théorie anticoloniale
- Droit traditionnel autochtone
- Questions relatives aux femmes autochtones
- Justice réparatrice
- Connaissances traditionnelles

Explorer les relations sacrées liées à l'eau

Dans un monde où l'eau douce se raréfie et où les conflits portant sur les ressources menacent les populations, il est crucial de bien comprendre les obligations et les responsabilités liées aux terres et aux eaux. En Ontario, les liens sont précaires entre la Couronne et les Premières Nations en ce qui concerne ces richesses. Or, les recherches de la professeure Aimée Craft explorent l'évolution du paysage juridique de la gouvernance autochtone de l'eau et remettent en question la manière dont les gouvernements abordent et conçoivent cet enjeu.

Les communautés autochtones de l'Ontario sont touchées de manière disproportionnée par l'insécurité liée à l'eau, bien qu'elles continuent à entretenir avec cette ressource une relation sacrée, d'ailleurs reconnue comme un droit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Les travaux de la professeure Craft contribueront certainement à informer et à arrimer les points de vue concernant les terres et les eaux, améliorant du même coup les rapports entre les gouvernements autochtones et non autochtones sur cette question. En discutant de leurs priorités communes et des valeurs autochtones, les scientifiques et personnalités politiques pourront unir leurs efforts pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable dans la province, afin que l'ensemble de la population, y compris les Premières Nations, ait accès à un environnement sain et à de l'eau potable.



La professeure Aimée Craft

La professeure Craft a d'ailleurs reçu une Bourse de nouveaux chercheurs du ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario pour faire avancer la recherche et renforcer ces relations. En 2019, elle avait également reçu une subvention d'engagement partenarial du CRSH pour son projet collaboratif « Nibi (Water) Declaration – Grand Council Treaty #3 Regional Engagement Sessions », qui vise à impliquer les communautés autochtones dans le dossier crucial qu'est la gestion de l'eau. Dernièrement, elle a obtenu une subvention du fonds Nouvelles frontières en recherche (FNFR) pour un projet intitulé « Sacred Responsibilities to Water: Indigenous Knowledge Exchange (Canada-Colombia) », qui vise à rapprocher le Canada et la Colombie, deux pays qui entretiennent une relation intime avec l'eau, et à faire de l'eau, jusqu'ici considérée comme une simple ressource, une entité juridique à part entière ayant des droits et des obligations.

Un don généreux soutient les apprenants autochtones de la Section de common law

Les apprenants autochtones de la Section de common law auront accès à un million de dollars en bourses d'études et en fonds d'urgence grâce à l'appui généreux d'un donateur anonyme. Le don servira à soutenir les apprenants autochtones de diverses façons : la majeure partie du financement sera consacrée à des bourses d'entrée de trois ans, et une partie du financement sera offerte sous forme de bourses d'études pour les étudiants autochtones des années supérieures.

L'un des programmes créés par la Faculté de droit s'appelle Le Fonds d'urgence *All My Relations*, qui tire son nom d'une expression courante dans de nombreuses communautés autochtones. Elle représente un aspect essentiel de la vision du monde autochtone : que nous sommes tous interconnectés et que nous existons en relation les uns avec les autres. Le Fonds d'urgence *All My Relations* fournira un accès rapide à un soutien financier aux apprenants autochtones en crise.



Natane Allison et Danielle Lussier

« On ne saurait trop insister sur l'impact que ce don aura sur la communauté autochtone du pavillon Fauteux dans son ensemble », a expliqué **Danielle Lussier**, conseillère en relations autochtones et apprentissage des peuples autochtones et citoyenne de la nation Métis du Manitoba. « Les peuples autochtones font face à d'innombrables obstacles à l'éducation à tous les niveaux, et la capacité d'offrir des bourses d'entrée et du financement durable aux étudiants des années supérieures du programme de J.D. permettra aux apprenants de compléter une éducation juridique qui ne serait pas possible autrement. »

Nouvelles initiatives

En 2019, la professeure **Angela Cameron** et ses collègues ont obtenu une subvention Connexion du CRSH pour financer un symposium interdisciplinaire mené par des Autochtones et intitulé « Indigenous Administrative Law: Mobilizing Anishnaabeg Law for Reconciliation ». Le symposium visait principalement à dégager les fondements conceptuels du droit administratif anishnaabe et à examiner des façons de les appliquer, tant au sein des communautés autochtones qu'ailleurs.

Plus tôt en 2018, la professeure **Cameron** a reçu une subvention d'engagement partenarial du CRSH pour son projet intitulé « A Feminist and Indigenous Examination of the National Inquiry: Lessons and Next Steps », qui mobilise des organisations de femmes autochtones et de la société civile dans une étude sur l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées.



La professeure Angela Cameron

Distinctions

En 2018, la professeure **Tracey Lindberg** a été élue en tant que membre du Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science de la Société royale du Canada. La professeure Lindberg est l'une des plus célèbres spécialistes des lois et des ordres juridiques autochtones, de la gouvernance autochtone et de l'éducation autochtone. Largement reconnue pour ses écrits consciencieux et fascinants sur les enjeux autochtones, la professeure Lindberg écrit avec un sens aigu des répercussions possibles de son travail sur l'élaboration des politiques juridiques et sociales, tout en créant des liens avec un public plus large de lecteurs non universitaires fascinés par le sujet. Le Collège de la Société royale du Canada a pour but d'aborder des problématiques d'une importance majeure pour les nouveaux intellectuels, artistes et scientifiques en favorisant un climat de collaboration interdisciplinaire et un objectif ultime d'enrichir la société.



La professeure Tracey Lindberg

Leadership

En 2019, le professeur **Larry Chartrand** a été nommé au Programme de contestation judiciaire, qui contribue à clarifier et à faire valoir les droits linguistiques et les droits de la personne qui sont garantis en vertu de la Constitution canadienne.

La professeure **Tracey Lindberg** a été nommée écrivaine en résidence au programme de création littéraire de l'Université de la Colombie-Britannique en 2019. À ce titre, elle a donné des conférences, tenu des périodes de discussion en classe avec des étudiants et professeurs de l'Université de la C.-B. et offert un encadrement individuel aux étudiants, tout en travaillant à la suite de son roman à succès *Birdie*. Publié en 2015, *Birdie* raconte l'histoire de Bernice Meetoos, une femme crie qui embarque sur une quête de vision pour trouver une famille, un foyer et une meilleure compréhension de sa vie. Selon Leanne Simpson, auteure primée de *Island of Decolonial Love*, *Birdie* est « un premier roman étonnant, fondé sur la beauté pure de la poésie crie, l'amour et la bienveillance que peu d'entre nous ont la chance de connaître ».

Danielle Lussier (LL.B. 2007), conseillère en relations autochtones et apprentissage des peuples autochtones à la Section de common law, a été nommée en 2019 en tant que coprésidente, aux côtés de Myeengun Henry, du Groupe consultatif autochtone du Barreau de l'Ontario. Ce groupe joue un rôle essentiel en conseillant le Barreau sur les questions qui touchent les avocats et parajuristes des Premières Nations, Inuits et Métis, ainsi que les communautés autochtones en Ontario.



Le professeur Larry Chartrand

DROIT PUBLIC

Centre de recherche

- Centre de droit public de l'Université d'Ottawa

Chaires de recherche

- Chaire de recherche de l'Université en droit administrative et gouvernance (Paul Daly)
- Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques (François Larocque)

Réseau de recherche

- The eQuality Project

Exemples de domaines de recherche

- Droit administratif
- Charte canadienne des droits et libertés
- Droit constitutionnel
- Droit pénal
- Droits linguistiques au Canada

Un nouveau foyer pour la recherche innovante en droit public

Située au cœur de la capitale du Canada, la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa est depuis longtemps réputée pour son expertise diversifiée en droit public. En 2019, l'Université a officiellement mobilisé la force de ces experts pour créer le Centre de droit public de l'Université d'Ottawa.

Le Centre est un chef de file au Canada en matière de recherches, de débats et d'engagement en droit public. Bilingue, multijuridique et interdisciplinaire, il regroupe des experts de la Faculté de droit et de l'Université qui s'allient à des partenaires nationaux et internationaux, à des chercheurs et chercheuses invités, à des étudiants et étudiantes des cycles supérieurs et à des stagiaires postdoctoraux affiliés afin de créer de nouvelles possibilités de recherche et d'engagement pour l'ensemble des sujets concernant le droit public et les politiques publiques. Le Centre mise aussi sur son pouvoir rassembleur afin d'inciter des représentants du gouvernement et des organisations de la société civile à discuter ensemble d'enjeux de politique publique.



La prof. Vanessa MacDonnell



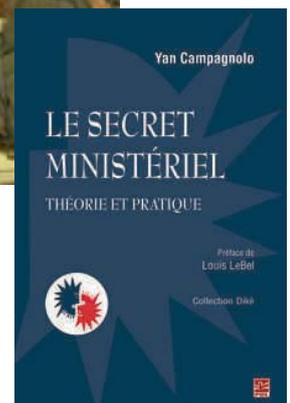
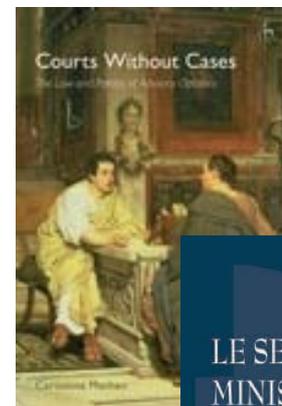
Le prof. Peter Oliver

Le Centre était dirigé conjointement par la professeure Vanessa MacDonnell et le professeur Peter Oliver à son inauguration. Le professeur Oliver a longtemps été au cœur de la communauté de droit public de la Faculté, contribuant à la création du Groupe de droit public, précurseur du Centre. En 2020, au départ du professeur Oliver, le Centre a accueilli un nouveau co-directeur, le professeur David Robitaille, de la Section de droit civil. Cette direction conjointe des deux sections de la Faculté de droit confère au Centre de droit public un caractère multijuridique unique qui témoigne de son ambition à mener des recherches innovantes au Canada et ailleurs.

Des livres sur le gouvernement, vous dites ?

La professeure Carissima Mathen a publié en 2019 son nouvel ouvrage, *Courts Without Cases: The Law and Politics of Advisory Opinions*, premier traitement juridique complet du phénomène canadien distinctif des « renvois ». Depuis 1875, les tribunaux canadiens fournissent des « conseils » à la demande du pouvoir exécutif du gouvernement. Les opinions qui en résultent ont couvert certaines des questions les plus importantes du droit et de la politique au Canada. Dans *Courts Without Cases*, la professeure Mathen combine avec brio une discussion sur des dizaines d'avis consultatifs et une analyse structurelle de la dynamique politique et institutionnelle sous-jacente.

La professeure Mathen n'est pas la seule à avoir exploré le paysage gouvernemental. En 2019, le secret ministériel est devenu un sujet brûlant d'actualité en raison des controverses liées aux poursuites pénales contre la compagnie d'ingénierie québécoise SNC-Lavalin et le vice-amiral Mark Norman. Le plus récent livre du professeur Yan Campagnolo, *Le secret ministériel : théorie et pratique*, constitue le premier ouvrage exhaustif sur le sujet. Il explore la tension inhérente entre la transparence gouvernementale et la nécessité de préserver la confidentialité des travaux du Cabinet. Ce projet a pris naissance lorsque Yan Campagnolo œuvrait comme avocat au Bureau du Conseil privé et que la commission d'enquête publique sur l'affaire Mulroney-Schreiber dominait l'actualité. Réalisant le caractère vague du concept de « secret ministériel », il a entrepris de démystifier cette doctrine et d'en repenser l'encadrement.



Nouvelles initiatives

La professeure **Suzanne Bouclin** a reçu une subvention d'engagement partenarial du CRSH en 2018 pour son projet qui vise à renforcer la clinique juridique communautaire qu'elle a établie en 2014 afin d'aider les sans-abri accusés d'infractions réglementaires locales.

En 2019, le professeur **Craig Forcese** a reçu une subvention du Service administratif des tribunaux judiciaires pour des recherches qui contribueront à un ouvrage commémoratif qui soulignera le 50^e anniversaire des cours fédérales.

La professeure **Vanessa MacDonnell** a reçu une subvention Savoir du CRSH en 2018 pour traiter d'un domaine négligé du droit constitutionnel : l'importance des lois quasi constitutionnelles, qui comprennent les codes fédéraux et provinciaux des droits de la personne, les lois sur la protection de la vie privée, les lois sur les langues officielles et d'autres, comme la Déclaration canadienne des droits.

Le professeur **Michael Pal** s'est vu octroyer une subvention de développement Savoir du CRSH en 2019 pour un projet appuyant un livre portant sur le droit constitutionnel et les politiques régissant les commissions électorales, qui sont chargées d'interpréter et d'appliquer les lois, les règles et les procédures qui structurent les élections et guident la conduite des partis politiques, des candidats et d'autres entités.

En 2019, la professeure **Amy Salyzyn** a reçu une subvention de recherche sur la justice et la technologie de la Fondation du droit de l'Ontario (FDO) pour un projet de deux ans visant à examiner la manière dont le public lit et comprend les documents juridiques et judiciaires complexes, en particulier la manière dont la technologie peut servir à réduire la complexité des tribunaux et éliminer les obstacles à l'accès efficace du public à la justice.

En 2018, **João Velloso**, de la Section de common law, **Marie-Eve Sylvestre**, de la Section de droit civil, et **Cintia Quiroga**, doyenne adjointe à la recherche de la Faculté de droit, se sont joints à d'autres chercheurs en droit, en sciences sociales et en art en tant que membres inauguraux du nouveau Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur les villes et les processus urbains contemporains.

Marie-Eve Sylvestre, de la Section de droit civil, et **João Velloso**, de la Section de common law, ont obtenu en 2019 une subvention Connexion du CRSH pour l'organisation de la conférence semi-annuelle de l'Association Canadienne Droit et Société (Canadian Law and Society Association) afin de discuter de l'état de la recherche sociojuridique dans le contexte actuel de projets de recherche à long terme, interdisciplinaires et collaboratifs.

En 2018, le professeur **João Velloso** a reçu une subvention de développement Savoir du CRSH pour un projet fournissant une analyse criminologique et sociojuridique critique de ce qui est traité comme crime dans le système d'immigration canadien.



Le professeur João Velloso

Leadership

Le professeur **François Larocque** a été nommé titulaire de la **Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques** en 2018. Il met sa situation à profit pour faire progresser les connaissances dans le domaine des droits linguistiques et contribuer concrètement à l'élaboration de normes légales liées à la langue au Canada.

Le professeur **Paul Daly** a rejoint la Section de common law le 1^{er} juillet 2019, assumant le poste de **Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et gouvernance**, qu'il met à profit pour faire progresser les connaissances dans le domaine du droit administratif.

La professeure **Vanessa MacDonnell** s'est jointe à la Section du droit international, administratif et constitutionnel du ministère de la Justice du Canada en tant que chercheuse en résidence pour une période de six mois en 2019. Le ministère de la Justice lui a offert ce poste prestigieux en raison de ses recherches sur la façon dont le pouvoir exécutif remplit ses obligations aux termes de la Constitution et sur le rôle des avocats du gouvernement comme conseillers politiques en matière d'enjeux constitutionnels.

La Canadian Association of Legal Ethics (CALE) a nommé comme présidente la professeure **Amy Salyzyn** en 2019, une décision unanime suivant la démission d'Alice Woolley. La CALE est un organisme fédéral à but non lucratif dont les membres sont des universitaires, des juristes, des régulateurs et des juges intéressés par des sujets reliés à l'éthique et au professionnalisme au sein de la profession juridique canadienne.

En 2020, le doyen **Adam Dodek** a été nommé l'un des sept commissaires de la nouvelle Commission canadienne de l'expression démocratique. La Commission, sur une base annuelle, élaborera des options politiques pour contrer de façon directe les incidences négatives des technologies numériques sur les institutions démocratiques et la vie publique au Canada.



Le professeur François Larocque

DROIT ET TECHNOLOGIE

Centre de recherche

- Centre de recherche en droit, technologie et société

Chaires de recherche

- Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique (Niveau 1) (Michael Geist)
- Chaire de recherche du Canada en politiques et droit de l'information (Niveau 1) (Teresa Scassa)
- Chaire de recherche de l'Université en technologie et société (Florian Martin-Bariteau)

Clinique juridique

- Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC)

Laboratoires et réseaux

- Initiative IA + Société
- uOttawa Blockchain Legal Lab
- Lab sur les technologies juridiques

Exemples de domaines de recherche

- Droit et politique de l'IA
- Droit de l'information
- Propriété intellectuelle
- Droit d'Internet et du commerce électronique
- Droit à la vie privée

Au-devant de la rencontre entre IA et droit

La Faculté de droit est depuis longtemps reconnue comme un carrefour d'expertise sur les questions juridiques et éthiques liées à l'intelligence artificielle, notamment grâce aux recherches de pointe du regretté Ian Kerr. Le professeur Kerr serait fier des progrès accomplis par nos chercheurs et chercheuses dans le développement de l'intelligence artificielle au Canada au cours des deux dernières années. Voici quelques exemples.

Au début de 2020, l'Université d'Ottawa et la Banque Scotia ont annoncé la création d'une nouvelle initiative qui visera à définir les problèmes et identifier des solutions aux problèmes essentiels liés à l'IA éthique et au développement technologique. L'Initiative IA + Société, dirigée par le professeur Florian Martin-Bariteau, directeur du Centre de recherche en droit, technologie et société de l'Université d'Ottawa, appuiera le développement d'une initiative canadienne en IA et société menant à une meilleure compréhension et à un meilleur cadrage des implications éthiques, juridiques et sociétales des recherches en IA et de ses utilisations.

En 2018, les professeurs Jane Bailey, Florian Martin-Bariteau et Amy Salyzyn sont devenus co-chercheurs d'une subvention de partenariat de 2,5 millions de dollars du CRSH pour un projet intitulé « Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice ». Le partenariat de six ans vise à mettre l'intelligence artificielle au service des acteurs judiciaires pour améliorer la prévention et la résolution des conflits, notamment afin d'améliorer l'accès à la justice.

En plus de ces projets innovants, nos chercheurs et chercheuses fournissent également un leadership clé. En 2019, les professeurs Ian Kerr et Teresa Scassa ont été nommés au Conseil consultatif sur l'intelligence artificielle du gouvernement du Canada, rejoignant ainsi un groupe prestigieux de chercheurs et de dirigeants d'entreprises canadiens renommés pour offrir des conseils sur la manière dont le Canada peut devenir un chef de file mondial en matière d'IA tout en veillant à ce que les politiques et les pratiques d'IA reflètent les valeurs canadiennes.



Le prof. Ian Kerr



Le prof. Florian Martin-Bariteau



La prof. Jane Bailey



La prof. Amy Salyzyn



La prof. Teresa Scassa

Un coup de pouce pour la promotion de politiques d'Internet dans l'intérêt public



Le professeur Vivek Krishnamurthy

En 2019, le professeur Vivek Krishnamurthy est devenu le premier Professeur de droit Samuelson-Glushko et le nouveau directeur de la Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC). Le professeur Krishnamurthy concentre ses recherches sur les défis complexes liés à la réglementation et les droits de la personne auxquels se heurtent les entreprises qui opèrent au-delà des frontières, tant dans le cyberspace que dans l'espace réel. La création de la nouvelle bourse professorale Samuelson-Glushko a été rendue possible grâce au généreux appui des professeurs Pam Samuelson et Robert Glushko de l'University of California-Berkeley. Cela s'ajoute au talent considérable des conseillers David Fewer et Tamir Israel dont le leadership a conféré à la CIPPIC le statut de chef de file à l'échelle nationale et internationale.



Samuelson-Glushko Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic
Clinique d'Intérêt publique et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko

Nouvelles initiatives

La professeure **Teresa Scassa** a reçu une subvention Savoir du CRSH en 2018 pour un projet intitulé « Developing a Public Interest-Based Approach to Ownership, Users' Rights and Privacy Interests in Publicly Accessible Platform Data » (Développer une approche du droit de propriété, des utilisateurs et de la vie privée, axée sur les intérêts du public, à travers une plateforme de données accessible au public), qui explorera un domaine peu développé de la propriété des données en ligne afin d'examiner qui peut contrôler et réutiliser les données en ligne accessibles au public.

Souvent associées aux cryptomonnaies, les technologies de chaînes de blocs se taillent rapidement une place dans chaque aspect du paysage juridique canadien. En 2018, le professeur **Florian Martin-Bariteau** a reçu une subvention du Fonds pour le Droit de demain de l'Association du Barreau canadien pour un projet qui jettera un nouvel éclairage sur ce phénomène, intitulé « Blockchain, Smart Contracts, and the Future of Contracts under Canadian Law » (Chaîne de blocs, contrats intelligents et avenir des contrats en vertu du droit canadien).

En 2019, les professeurs **Marina Pavlović**, **Amy Salyzyn** et **David Wiseman** étaient co-chercheurs dans le cadre d'une subvention de recherche sur la justice et la technologie de la Fondation du droit de l'Ontario (FDO) pour un projet dirigé par CLEO (Community Legal Education Ontario | Éducation juridique communautaire Ontario) et portant sur la réglementation des technologies conçues pour aider le grand public à comprendre les documents juridiques.

En 2019, les professeurs **Florian Martin-Bariteau**, de la Section de common law, et **Elizabeth Dubois**, de la Faculté des arts, sont devenus co-chercheurs d'une subvention de partenariat de 2,5 millions de dollars du CRSH qui soutiendra le développement du Lab mondial d'innovation en journalisme / Global Journalism Innovation Lab, qui étudiera l'impact des formes expérimentales de journalisme numérique sur l'engagement civique et l'adoption de politiques.

En 2019, le professeur **Michael Geist** a obtenu une subvention Savoir du CRSH pour son projet intitulé « Internet Platforms and the Law : Toward a Canadian Model for Online Liability and Responsibility ». Ce projet vise à explorer la responsabilité assumée par les plates-formes Internet envers le contenu publié par leurs usagers, ainsi que les nouvelles manières dont le Canada peut protéger la liberté d'expression tout en traitant les risques liés aux préjudices commis en ligne.

Le professeur **Florian Martin-Bariteau** a reçu une subvention de développement Savoir du CRSH en 2018 pour un projet intitulé « Les secrets et les lanceurs d'alerte dans un monde numérique », qui explorera les tensions entre la protection des informations confidentielles et celle des lanceurs d'alerte qui agissent dans l'intérêt public.

Leadership

En 2018, la professeure **Marina Pavlović** a été nommée par le gouvernement du Canada au comité chargé de l'examen des lois régissant les télécommunications et la radiodiffusion. Le groupe a été chargé de travailler de concert avec l'industrie, les créateurs et les Canadiens, incluant ceux des communautés autochtones et de langue officielle en situation minoritaire, afin de s'assurer que la législation régissant les communications au Canada prend en compte tout le potentiel qu'apporte l'ère numérique à notre pays.

En 2019, la professeure **Marina Pavlović** a comparu devant la Cour suprême en représentant la **Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko** (CIPPIC) en tant qu'intervenante dans l'affaire *Uber Technologies c. Heller*, une décision historique ayant des implications importantes pour la validité des contrats en ligne et pour les relations d'emploi dans l'économie à la demande.

En 2019, la professeure **Teresa Scassa**, titulaire de la **Chaire de recherche du Canada en politiques et droit de l'information**, a été nommée présidente du nouveau Conseil consultatif canadien de la statistique. Le Conseil a été créé pour fournir au statisticien en chef du Canada des conseils impartiaux et indépendants sur des questions relevant de la qualité globale du système national de statistique, conformément aux principes inscrits dans la Charte canadienne du numérique.

Le professeur **Florian Martin-Bariteau**, qui est directeur du **Centre de recherche en droit, technologie et société** depuis 2016, a été nommé titulaire de la **Chaire de recherche de l'Université en technologie et société** en 2020, une marque de reconnaissance méritée de son leadership manifeste. Le professeur Martin-Bariteau mettra sa nouvelle nomination à profit pour développer un programme de recherche d'excellence en droit, éthique et politiques des technologies sur la sécurité, la régulation et la gouvernance de l'intelligence artificielle, des chaînes de blocs (blockchain) et des technologies quantiques. De manière générale, cette recherche s'intéressera à l'interface entre le droit et les technologies et questionnera notamment l'émergence d'un droit algorithmique.



La professeure Teresa Scassa

DROIT DE LA SANTÉ

Centre de recherche

- Centre de droit, politique et éthique de la santé

Chaires de recherche

- Chaire de recherche de l'Université en droit et politiques de la santé (Colleen Flood)
- Chaire Bertram Loeb sur le don d'organes et de tissus (Jennifer Chandler)

Exemples de domaines de recherche

- Accès aux médicaments
- Réforme des soins de santé
- Droit et éthique de la santé
- Droit de la santé mentale
- Droit des technologies de reproduction

Se préparer aux changements rapides dans la pratique de la médecine

L'intelligence artificielle (IA) est sur le point de transformer en profondeur la pratique de la médecine; cette technologie est non seulement appelée à aider les humains en tant que pourvoyeurs de services médicaux et décideurs spécialisés, mais elle pourrait aussi, dans certains cas, les remplacer. Les projets de la professeure Colleen Flood visent à explorer la manière dont l'IA peut être intégrée, en toute équité et avec efficacité, au système de soins de santé canadien. Cette recherche formera la base du second mandat de sa **Chaire de recherche de l'Université (CRU) en droit et politiques de la santé**, qui a été renouvelée en 2019 pour une période de cinq ans.

Le programme de recherche proposé par la chercheuse porte sur la mise en œuvre de stratégies de réglementation de l'IA en médecine et sur les procédures de gouvernance requises pour déterminer le bien-fondé ou non de subventionner ce type de technologie à l'aide des deniers publics. Elle dirigera des équipes multidisciplinaires et recourra à des méthodologies comparées afin de fournir aux décideurs une ferme et probante assise factuelle permettant de mieux comprendre les enjeux pertinents relatifs à la responsabilité et à la protection de la vie privée; ces travaux aideront aussi à concevoir des structures de gouvernance optimales pour l'intégration appropriée de l'IA et des autres nouvelles technologies à notre système public de soins de santé.



La professeure Flood est l'une des plus importantes spécialistes du monde en matière de droit et politiques comparés de la santé, et son travail a une vaste portée aussi bien au Canada que sur la scène internationale. Le leadership exceptionnel dont elle a fait preuve depuis son arrivée à l'Université d'Ottawa en 2014 a été reconnu par sa nomination à titre de directrice inaugurale du **Centre de droit, politique et éthique de la santé de l'Université d'Ottawa** en 2015, et par son accession à titre de membre de la Société royale du Canada en 2016 et de l'Académie canadienne des sciences de la santé en 2018.

Une directrice intérimaire pour le Centre de droit, politique et éthique de la santé



La professeure Jennifer Chandler assume, depuis le 1er juillet 2020, les fonctions de directrice intérimaire du **Centre de droit, politique et éthique de la santé (CDPES)**, en remplacement de Colleen Flood, en congé sabbatique pour un an. Grâce à ses approches imaginatives et à ses collaborations internationales, la professeure Chandler est devenue une éminente chercheuse canadienne dans le domaine du droit et des neurosciences. Ses recherches soulèvent d'importantes questions sur la valeur des explications neuroscientifiques du comportement lors de jugements ayant trait à la responsabilité et aux capacités. Un autre de ses sujets de prédilection est l'autorité épistémologique de techniques comme la neuroimagerie pour fournir des preuves sur les expériences subjectives en cause dans les affaires civiles et criminelles.



La professeure Chandler, une membre clé du CDPES depuis ses débuts, dirige les travaux du Centre en matière de bioéthique multidisciplinaire. Elle est titulaire de la Chaire Bertram-Loeb et siège à des comités externes tels que le conseil consultatif de l'Institut des neurosciences, de la santé mentale et des toxicomanies des IRSC. Elle préside aussi le Comité de l'éthique de la Société canadienne de transplantation et dirige le groupe international de recherche et de politique Neuroethics Panamericana.

Nouvelles initiatives

En 2019, la professeure **Jennifer Chandler** a rejoint deux équipes de recherche qui ont reçu du financement des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). La première équipe, qui a reçu un financement du Programme conjoint de recherche sur les maladies neurodégénératives de l'Union européenne (JPND), auquel participent les IRSC en tant que partenaires canadiens, vise à élaborer un nouveau modèle de soins pour les personnes atteintes de la maladie de Parkinson. La deuxième équipe, dont le projet est intitulé « The Ethics of Pain Research, Management, and Policy: A Planning and Knowledge Exchange Meeting », a reçu une subvention de planification et de dissémination des IRSC pour mettre en place un réseau de recherche en neuroéthique et en bioéthique de la douleur.

En 2019, la professeure **Colleen Flood** a reçu une subvention de l'Institut canadien de recherches avancées (CIFAR) pour un événement centré sur l'intelligence artificielle et sa fusion avec le monde des soins de santé. L'atelier a réuni un groupe international de participants pour explorer les effets de l'intelligence artificielle sur les structures juridiques et réglementaires qui protègent les patients et les soignants dans les systèmes de santé du Canada et d'autres pays.

La professeure **Vanessa Gruben** a également reçu une subvention de planification et de dissémination des IRSC en 2019 afin d'appuyer les activités du **Réseau pour la réduction des méfaits d'Ottawa**, un réseau interdisciplinaire de chercheurs qui se concentre sur l'amélioration de la santé publique grâce à l'élaboration de stratégies relativement à l'abus de substances et à leur accoutumance. Sous le leadership de la professeure Gruben, le Réseau pour la réduction des méfaits d'Ottawa offre une importante tribune multidisciplinaire pour les chercheurs de l'Université d'Ottawa désireux d'organiser des réseaux de chercheurs de l'ensemble du Canada et à l'échelle internationale en vue d'élaborer des stratégies innovatrices de réduction des méfaits. Le Réseau est administré par le **Centre de droit, politique et éthique de la santé de l'Université d'Ottawa**.



La professeure Vanessa Gruben



Leadership

La professeure **Colleen Flood** a été élue en 2018 membre de l'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS), l'une des plus hautes distinctions accordées aux membres de la communauté canadienne des sciences de la santé. L'organisation réunit les plus éminents scientifiques et chercheurs canadiens des domaines de la santé et des sciences biomédicales, dans le but de comprendre et de s'attaquer aux préoccupations urgentes relatives à la santé de la population canadienne.

La professeure **Jennifer Chandler** a été nommée en 2018 au Conseil consultatif de l'Institut des neurosciences, de la santé mentale et des toxicomanies des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Par cette nomination, elle a l'occasion de contribuer à d'importantes discussions portant sur certains des problèmes les plus impérieux du Canada liés à la démence, aux besoins non comblés en matière de santé mentale et à la toxicomanie.

En 2019, la professeure **Martha Jackman** a reçu le prix de la Guardian of Public Health Care (Protectrice de la santé publique) dans la catégorie universitaire, décerné par la Coalition canadienne de la santé. Ces prix visent à reconnaître le travail exceptionnel accompli par leurs récipiendaires sur un enjeu relié à la protection et à l'amélioration des soins de santé publique ayant une portée nationale ou des répercussions nationales.



La professeure Martha Jackman

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Centre de recherche

- Centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale

Clinique juridique

- Clinique de droit de l'environnement Ecojustice

Exemples de domaines de recherche

- Changement climatique
- Économie verte
- Ressources naturelles
- Alimentation et agriculture durables
- Délits toxiques

En première ligne du débat sur la taxe carbone

Pendant plus de 10 ans, la professeure **Nathalie Chalifour** a analysé la constitutionnalité de la législation fédérale sur le climat. En février 2019, son expertise a été mise à l'épreuve.

La Saskatchewan contestait la constitutionnalité de la nouvelle loi fédérale sur la tarification du carbone à l'échelle nationale, en vigueur le 1er avril 2019 dans les provinces qui n'ont pas de plan pour réduire les émissions de carbone. La Commission de l'écofiscalité, en tant qu'intervenant en appui à la taxe fédérale sur le carbone, a invité la professeure Chalifour et son collègue **Stewart Elgie** à la représenter devant la Cour d'appel de la Saskatchewan. La professeure Chalifour a présenté des arguments sur l'interprétation du pouvoir constitutionnel du Parlement de promulguer une taxe nationale sur le carbone. La Cour a finalement conclu que le Parlement avait compétence pour fixer une taxe sur le carbone comme une question d'intérêt national parce que « le changement climatique est un problème mondial » et « les émissions de gaz à effet de serre ne respectent pas les frontières provinciales ». Plus tard en 2019, la professeure Chalifour a représenté les Chefs et conseils unis de Mnídoo Mnísing, un groupe de six Premières Nations Anishinabek qui sont intervenues dans le dossier de référence de la Cour d'appel de l'Ontario sur la tarification du carbone.

« Il est clair que la politique canadienne sur le climat a été grandement influencée par la division des pouvoirs entre le fédéral et les provinces, et que l'absence de progrès repose en partie sur cette dynamique », a déclaré la professeure Chalifour, qui croit que la voie à suivre impliquera une coopération intergouvernementale et un plan fédéral exécutoire. La Cour d'appel de la Saskatchewan a qualifié à juste titre le changement climatique comme menace existentielle pour le Canada et la planète. Les recherches de la professeure Chalifour nous aident à relever ce défi.



La professeure Nathalie Chalifour

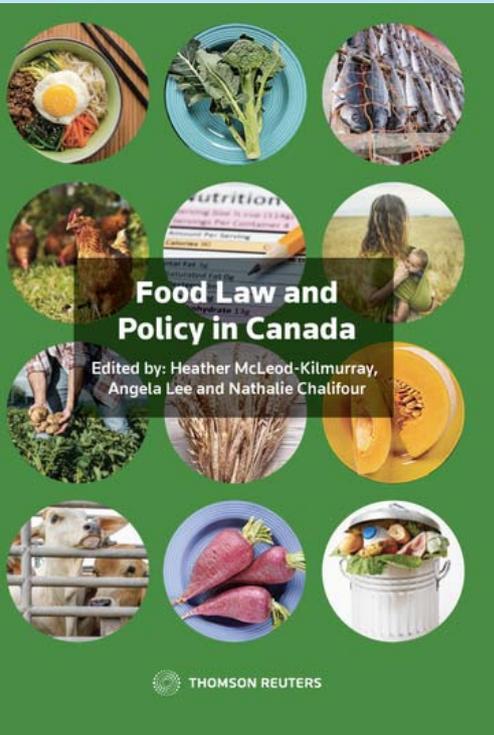
(Certaines sections de cet article sont tirées d'un article de la Gazette de l'Université d'Ottawa par Leah Geller)

Au sommet de la chaîne du droit de l'alimentation

Face aux inquiétudes grandissantes sur la manière dont le Canada pourrait passer à un système alimentaire durable, il est désormais essentiel d'étudier les répercussions juridiques sur l'alimentation. Les cabinets d'avocats, les agences gouvernementales et les groupes de la société civile ont de plus en plus besoin d'expertise en matière de droit de l'alimentation.

En 2019, les professeures **Heather McLeod-Kilmurray** et **Nathalie Chalifour**, en collaboration avec la doctorante **Angela Lee**, ont publié *Food Law and Policy in Canada* (Politiques et droit de l'alimentation au Canada), un ouvrage novateur et interdisciplinaire qui intègre les contributions de nombreux universitaires, praticiens et militants. Ce livre aborde un grand nombre des questions épineuses liées à l'alimentation auxquelles notre système juridique doit faire face, qu'il s'agisse de régler des différends commerciaux internationaux ou de préserver la sécurité alimentaire. Il comble une lacune dans la littérature sur le sujet en offrant le premier aperçu complet du droit et des politiques alimentaires au Canada, présentant à la fois des survols descriptifs et des perspectives critiques.

La professeure McLeod-Kilmurray et Mme Lee ont également répondu au besoin croissant d'expertise en matière de droit de l'alimentation en créant, en 2018, le premier cours dédié à ce sujet au Canada. « L'alimentation est un sujet qui nous concerne tous. La production et la consommation d'aliments sont lourdes d'implications, explique Mme Lee. Il est difficile de trouver un aspect auquel ne pas s'intéresser ou s'engager. »



THOMSON REUTERS

Leadership

Le professeur **Amir Attaran** a représenté la Première nation des Chipewyans d'Athabasca devant la Cour d'appel de la Saskatchewan en 2019 sur la constitutionnalité de la taxe fédérale sur le carbone, tandis que **Josh Ginsberg**, directeur de la Clinique de droit de l'environnement Ecojustice de l'Université d'Ottawa, a représenté la Fondation David Suzuki. Ils étaient assistés par **Danielle Gallant**, récemment diplômée de la maîtrise en droit de l'Université d'Ottawa (maintenant également avocate à Ecojustice), et **Anna McIntosh**, alors stagiaire à Ecojustice.

En 2019, le professeur **Stewart Elgie** a rejoint le nouveau Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire du gouvernement fédéral. Son objectif en rejoignant le Comité était de s'assurer que le programme de compétitivité réglementaire inclut une innovation et une performance environnementale de classe mondiale – c'est-à-dire une croissance verte.



L'Association des étudiants et étudiantes en droit de l'environnement de l'Université d'Ottawa a participé dans le premier recherche-o-thon juridique national en 2019, conçu pour donner aux municipalités les moyens de prendre des mesures significatives pour atténuer le changement climatique. L'événement a été organisé en collaboration avec la Environmental Justice and Sustainability Clinic d'Osgoode Hall et le Cities and Climate Action Forum de la Faculté de droit de Windsor. Le thème était « Au-delà de l'urgence climatique : Explorer les solutions municipales dans le contexte d'un problème mondial ».

En 2019, la **Clinique de droit de l'environnement Ecojustice** de l'Université d'Ottawa a réussi à tenir le gouvernement de l'Ontario responsable d'avoir porté atteinte aux droits environnementaux des Ontariens. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a conclu que le gouvernement ontarien avait agi illégalement en abolissant le système de plafonnement du prix du carbone de la province sans avoir tenu au préalable une consultation publique auprès des Ontariens, comme l'exige la Charte des droits environnementaux.

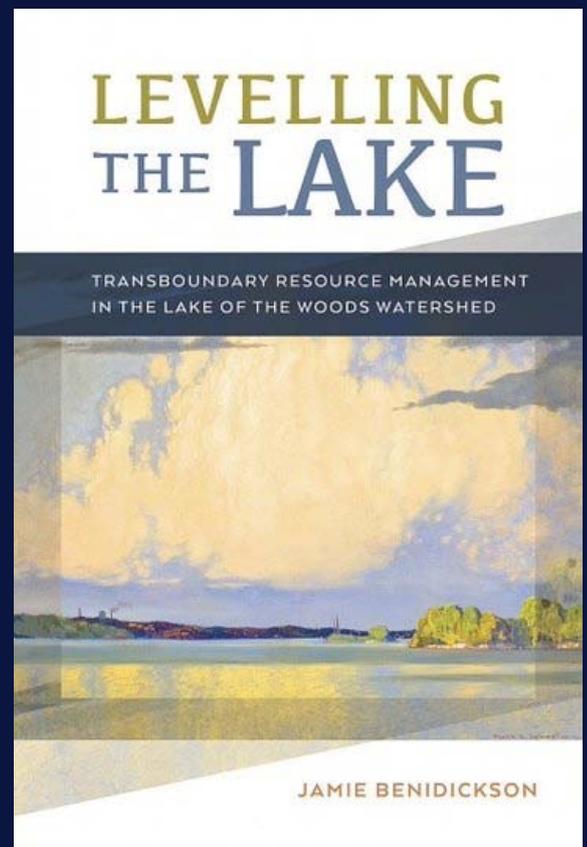
The logo for Ecojustice, featuring the word "ecojustice" in a lowercase, sans-serif font. The "eco" part is in a dark green color, and the "justice" part is in a lighter green color. A small leaf icon is positioned above the letter "i" in "justice".

Distinctions

La professeure **Nathalie Chalifour** a été élue en tant que membre du Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science de la Société royale du Canada en 2018. La professeure Chalifour est pleinement reconnue pour son expertise en droit et politique de l'environnement. Elle est également reconnue mondialement pour ses travaux inédits au croisement des questions environnementales, de l'économie et de la justice sociale.

En 2018, **Esteban Salcedo**, un doctorant supervisé par **Sophie Thériault** de la Section de droit civil et **Heather McLeod-Kilmurray** de la Section de common law, a remporté l'une des bourses les plus prestigieuses disponibles pour les étudiants canadiens au doctorat, la bourse d'études supérieures du Canada Joseph-Armand-Bombardier. La recherche de M. Salcedo porte sur la réglementation de l'énergie marémotrice, houlomotrice et de l'énergie éolienne en mer sous l'angle de la nuisance paradoxale, un concept émergent utilisé pour désigner les effets néfastes de nouvelles pratiques mises au point pour lutter contre un ensemble différent de résultats négatifs.

Publié en 2019, le livre du professeur **Jamie Benidickson**, *Levelling the Lake: Transboundary Resource Management in the Lake of the Woods Watershed* (Presses de l'Université de la Colombie-Britannique), propose une analyse en profondeur de l'histoire des relations Canada-États-Unis dans la région du lac des Bois qui lui a valu le prestigieux prix Albert-B.-Corey. Le livre expose les conséquences environnementales d'un siècle et demi d'ententes sociales, économiques et juridiques entre le Canada et les États-Unis sur le bassin hydrographique du lac des Bois et du lac à la Pluie.



DROITS DE LA PERSONNE ET DROIT INTERNATIONAL

Centre de recherche

- Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne

Chaires de recherche

- Chaire Hyman Soloway du droit des affaires et du commerce (J. Anthony VanDuzer)
- Professeur de la bourse Neuberger-Jesin pour l'étude de la résolution de conflits internationaux (John Packer)

Réseaux de recherche

- Le Réseau Open AIR (Open African Innovation Research Network)
- Le carrefour des réfugiés uOttawa

Exemples de domaines de recherche

- Droits à l'égalité
- Mondialisation
- Droit de l'immigration et des réfugiés
- Droit international humanitaire
- Droit du commerce international

Partenariat fructueux de neuf ans entre la Faculté de droit et les Nations Unies

Grâce à un partenariat fructueux de neuf ans avec la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, les Nations Unies ont terminé la production de douze études pour le *Repertory of the Practice of the United Nations* en 2019. Ce Répertoire est une publication juridique comprenant des études analytiques à propos de décisions rendues par les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies en vertu de chacun des Articles de la Charte des Nations Unies. Au cours des neuf dernières années, des douzaines d'études ont été préparées en français et en anglais pour ce Répertoire, avec la collaboration de la Faculté de droit. Au printemps 2019, sous la supervision du professeur à temps partiel Saeid Mirzaei Yengejeh, treize diplômés et étudiants au J.D. ont rédigé douze études couvrant la période de 2010 à 2015. Dans son rapport présenté à la 74e session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général des Nations unies a salué la coopération entre l'ONU et la Faculté de droit pour la préparation des études du Répertoire.

Félicitations aux étudiantes et étudiants suivants dont les noms ont été publiés sur le site Web des Nations Unies en gage de reconnaissance pour leurs contributions à cette publication des NU : Sara Romeih (Canada), Victoria Antkowiak (France), Megan-Lily McVey (Royaume-Uni), Mike McCarthy (Canada), Amelia Wilding (Canada), Rahul Christoffersen (Canada), Hortense Arany (Canada/France), Marie-Claude Lacroix (Canada), Halla Ahmed (Canada), Ariel Wheway (Canada), Zahra Dalal (Royaume-Uni), Kristina Yeretsian (Canada), et Zoé Schwever (France).



Langues en danger : la narration numérique, un outil de préservation ?

La professeure **Suzanne Bouclin** a été nommée, en 2016, membre de la Global Young Academy (GYA), un réseau international de jeunes chercheurs et chercheuses qui vise à faciliter le réseautage et les débats sur des sujets d'importance mondiale. En 2018, la professeure Bouclin et son collaborateur Binyam Sisay Mendisu (également membre de la GYA) se sont alliés pour réaliser un projet regroupant les domaines des droits de la personne, des nouvelles technologies médiatiques et de la linguistique en vue d'explorer la manière dont la narration numérique aiderait à archiver les langues en danger.

Le professeur Mendisu provient de l'Université d'Addis-Abeba et de l'UNESCO. Son expertise en linguistique, combinée avec l'expertise en droits de la personne et en nouvelles technologies médiatiques de la professeure Bouclin, a donné naissance à un projet qui cherche à évaluer si la narration numérique peut être utilisée comme outil pour contrer la disparition d'une langue dans le contexte particulier des Arborés, un peuple d'Éthiopie.

Ce travail laisse entrevoir l'importance accrue des nouvelles technologies dans les régions où l'accès à Internet est partiel ou limité, car elles donnent les moyens aux créateurs de récits numériques de documenter et de revitaliser des éléments de leur langue et de leur culture. Ce projet s'est vu octroyer une bourse du programme GYA North-South Interdisciplinary Grant.



La professeure Suzanne Bouclin

Nouvelles initiatives

En 2018, le **Carrefour des réfugiés uOttawa**, représenté par les professeurs **Jennifer Bond** et **Delphine Nakache**, s'est associé au professeur James Milner de l'Université Carleton dans le cadre d'une subvention de partenariat de 2,5 million de dollars du CRSH pour un projet intitulé « Civil Society and the Global Refugee Regime: Understanding and Enhancing Impact through the Implementation of Global Refugee Policy », qui explore comment la société peut mieux réagir face aux besoins des réfugiés à travers le monde.

En 2018, le professeur **Wolfgang Alschner** s'est joint à la Banque interaméricaine de développement (BID) et à la CNUCED, organisme principal des Nations Unies sur les questions commerciales, afin de contribuer à la création d'un nouveau moteur de recherche qui aidera les investisseurs, les commerçants, les négociateurs et les responsables politiques à naviguer dans l'univers complexe des accords commerciaux internationaux.

Le professeur **Alschner** a également reçu une subvention de développement Savoir du CRSH en 2018 pour un projet intitulé « Multilateralizing 'WTO-extra' Issues: A computational analysis of rule convergence in preferential trade agreements ». Ces recherches combinent des techniques informatiques de pointe en sciences sociales et une analyse juridique, afin d'évaluer de façon empirique si les règles bilatérales existantes pourraient servir de modèle à l'élaboration de règles multilatérales.

La professeure **Delphine Nakache** dirige le volet canadien d'un projet de recherche Horizon 2020 intitulé « Vulnerabilities Under the Global Protection Regime: How Does the Law Assess, Address, Shape and Produce the Vulnerabilities of Protection Seekers? » (VULNER). Lancé en 2019, ce projet de trois ans vise à analyser la manière dont les régimes de protection de certains pays traitent les « vulnérabilités » des migrants en quête de protection, et comment les expériences concrètes des migrants sont affectées en conséquence.



La prof. Delphine Nakache



Le prof. Wolfgang Alschner

Distinctions

En guise de reconnaissance pour son travail exceptionnel pour les communautés sud-asiatiques, la South Asian Bar Association (SABA) a décerné à la professeure **Natasha Bakht** son prix en matière d'excellence juridique 2019. La professeure Bakht s'est efforcée d'élargir la sensibilisation, la compréhension et le dialogue à propos d'enjeux d'importance publique, tels que la place des minorités religieuses au Canada.



La professeure Natasha Bakht reçoit un prix de la SABA

La section canadienne de la Commission internationale de juristes (CIJ) a nommé la professeure **Penelope Simons** comme récipiendaire du prix Tarnopolsky 2018, rappelant son « expérience et son engagement en tant qu'individu ayant apporté une importante contribution aux droits de la personne. » Le prix Tarnopolsky récompense annuellement une résidente ou un résident du Canada qui a apporté une contribution exceptionnelle aux droits de la personne, au Canada ou à l'étranger.

Leadership

En 2018, le professeur **John Packer** a été nommé **professeur inaugural de la bourse Neuberger-Jesin pour l'étude de la résolution de conflits internationaux** à l'Université d'Ottawa. En tant qu'expert en résolution de conflits internationaux, le professeur Packer fait participer des étudiants de l'Université d'Ottawa à des travaux visant à améliorer leur propre formation en matière de résolution, de médiation et d'arbitrage de conflits internationaux, et administre en outre un cours clinique sur la résolution de conflits internationaux.

En 2018, Le professeur **Tony VanDuzer** est devenu titulaire de la **Chaire Hyman Soloway du droit des affaires et du commerce**, un poste qu'il utilise pour promouvoir le droit international à l'Université d'Ottawa en appuyant les étudiants et la Faculté, ainsi qu'en offrant aux étudiants, aux professeurs, aux diplômés et à la communauté des possibilités de s'engager, d'apprendre et de s'inspirer d'éminents experts dans le domaine.

La professeure **Debra Steger** a été nommée en 2018 agrégée supérieure à l'Institut C.D. Howe, l'un des centres de réflexion les plus influents au Canada, dont la mission consiste à accroître le niveau de vie en faisant la promotion de politiques publiques économiquement saines.

En 2019, la professeure **Joanne St. Lewis** a été nommée membre du Programme de contestation judiciaire, qui contribue à clarifier et à faire valoir les droits linguistiques et les droits de la personne qui sont garantis en vertu de la Constitution canadienne.

Le professeur **John Packer** a été nommé en 2019 au prestigieux comité consultatif de Genocide Watch, l'une des principales ONG internationale établie aux États-Unis, qui a pour but de prédire, prévenir, arrêter et punir le génocide et d'autres formes de meurtres de masse.

Les professeurs **Penelope Simons** et **François Larocque** ont représenté Amnistie internationale Canada à titre d'intervenants devant la Cour suprême du Canada en 2019 dans *Araya c. Nevsun*, une affaire qui a conclu que le droit international coutumier fait partie de la common law canadienne.



Le professeur John Packer

LES FEMMES ET LE DROIT

Chaire de recherche

- Chaire Shirley E. Greenberg sur les femmes et la profession juridique (Angela Cameron; Natasha Bakht)

Réseau de recherche

- The eQuality Project

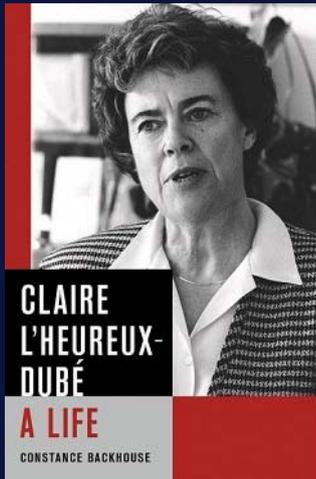
Exemples de domaines de recherche

- L'égalité des femmes
- Théorie juridique féministe
- Droit relatif aux agressions sexuelles
- Le genre et le droit
- Réponses juridiques à la violence faite aux femmes

Une preneuse de risques dévouée au droit

La professeure Constance Backhouse a remporté le Prix du meilleur ouvrage de l'Association canadienne droit et société pour son livre *Claire L'Heureux-Dubé: A Life* (UBC Press).

Le livre est une biographie juridique de l'une des juges les plus controversées au Canada. La professeure Backhouse a mené des recherches considérables, pénétrant sous la surface de la vie et de la carrière de la juge L'Heureux-Dubé, afin de mettre à jour les multiples dimensions qui ont caractérisé le parcours unique de l'une des premières femmes juges du Canada. Conçu explicitement comme biographie juridique « féministe », le livre pose de nouvelles questions, analyse différemment des données historiques et offre des interprétations innovatrices qui placent le genre, la classe, l'ethnicité et la race au cœur de cette enquête.



La professeure Natasha Bakht devient la sixième titulaire de la Chaire Greenberg

La professeure Natasha Bakht est devenue, le 1er juillet 2020, la sixième titulaire de la Chaire Shirley-E.-Greenberg sur les femmes et la profession juridique. Elle remplaçait ainsi la professeure Angela Cameron, qui l'occupait depuis 2016.

La recherche et les publications de la professeure Bakht se concentrent sur les intérêts interdépendants de la liberté religieuse et de l'égalité des femmes à l'aide de l'approche féministe intersectionnelle.

La Chaire Greenberg vise plusieurs objectifs, dont inciter les femmes à embrasser la profession juridique, former des professionnelles et professionnels du droit à fournir des services aux femmes, favoriser les échanges et les relations entre les étudiantes en droit et les femmes œuvrant dans la profession juridique, et faire progresser la réforme du droit et la recherche juridique.

Nouvelles initiatives

En 2019, la professeure Vanessa Gruben a reçu une subvention Savoir du CRSH pour un projet intitulé « Surrogates' Voices: Exploring Surrogates' Experiences and Insights », qui vise à effectuer les premières recherches empiriques sur le point de vue des femmes ayant été mères porteuses au Canada. La professeure Angela Cameron y agit à titre de co-chercheuse.

La professeure Angela Cameron fait partie d'un groupe de cinq chercheuses féministes qui ont reçu une subvention pour conférence de l'Oñati International Institute for the Sociology of Law (Institut international de sociologie du droit d'Oñati) pour organiser un atelier international intitulé « What Works in Feminist Law Reform? Lessons from the Local ». L'atelier devait avoir lieu en juillet 2020, mais a été reporté en raison de la pandémie de COVID-19. L'atelier présentera éventuellement des chercheuses féministes de partout dans le monde, avec un accent particulier sur les chercheuses du Sud et les femmes autochtones.

SSHRC  CRSH



INNOVATRICES ET INNOVATEURS EN MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Faciliter l'utilisation et l'échange de la recherche entre les utilisateurs des connaissances

Du 16 au 21 juillet 2018, l'Université d'Ottawa a accueilli 25 extraordinaires artisanes de la paix provenant de plus d'une vingtaine de pays, dont l'Afghanistan, la Syrie, le Yémen, le Myanmar, la Colombie et le Soudan du Sud. Elles étaient inscrites à une nouvelle formation sur la médiation sexospécifique et inclusive. Cette activité s'est déroulée au **Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP)** de l'Université d'Ottawa, sous la conduite du professeur de common law et directeur du CREDP, **John Packer**. Pour les participantes, le cours a été une occasion rare de se réunir avec des pairs engagés dans des luttes similaires et d'enrichir leurs connaissances d'un « étalon d'or » de la pratique du processus de paix.



Artisanes de la paix accueillies par le CREDP

La professeure **Jennifer Chandler** a mis sur pied un nouveau groupe de recherche sur la réglementation de la neuromodulation à Buenos Aires, en Argentine, en novembre 2018. Les travaux du groupe de recherche contribueront à améliorer la compréhension, l'harmonisation et la modernisation de l'environnement juridique dans le domaine en pleine évolution des technologies de neuromodulation psychiatrique, notamment en ce qui a trait aux méthodes effractives et non effractives. Le lancement incluait un atelier d'une journée, auquel ont participé des représentants et représentantes du Canada, de l'Argentine et des États-Unis, ainsi qu'un symposium ouvert au public.



Le **Centre de droit, politique et éthique de la santé** et le **Centre de recherche en droit, technologie et société** ont tenu la conférence « Médecine-machine », le 31 mai au 1 juin 2019, visant à explorer des perspectives réelles de transformation pour les soins de santé. Modéré par Mona Nemer, la Scientifique en chef du Canada, un groupe d'éminents experts du Canada et des États-Unis ont dépassé la frénésie autour de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine pour discuter d'une variété de sujets urgents. Le panel a discuté de la façon dont l'espoir entourant la quatrième révolution industrielle est intimement lié à la résolution de nombreux obstacles juridiques et éthiques: protéger les droits de la personne, la vie privée, mettre en place un contrôle réglementaire adéquat, gérer les perturbations du marché du travail et préserver la compassion humaine dans un monde de médecine-machine.

Le professeur **João Velloso** a obtenu un financement de l'Institut international de sociologie du droit d'Oñati pour un atelier de trois jours en juillet 2019 à Oñati, Gipuzkoa, Espagne, intitulé « Social Control, Judicialization of Social Problems and Governance of Security in Comparative Perspectives ». Un groupe de 18 universitaires internationaux s'est réuni pour discuter et en apprendre davantage sur les processus de criminalisation et d'autres formes de judiciarisation dans les contextes sud-américain, nord-américain et européen. Les participants comprenaient des juristes, des théoriciens politiques, des anthropologues, des criminologues et des sociologues venant d'Argentine, du Brésil, du Canada, de Colombie, de France, des Pays-Bas, d'Espagne et de Suisse. L'atelier a été une occasion unique de partager des travaux empiriques sur la manière dont différents régimes juridiques sont mobilisés pour faire face aux problèmes sociaux et aux projets de sécurité dans ces juridictions.

En septembre 2019, un grand rassemblement interdisciplinaire d'étudiants et de chercheurs s'est retrouvé à participer à une projection d'un film interactif qui leur a permis, en tant que groupe, de choisir de s'engager dans des manifestations non violentes, ou d'être emportés dans des confrontations ouvertes avec la police. Organisé par **Cintia Quiroga**, doyenne adjointe à la recherche à la Faculté de droit, l'événement a accueilli le professeur d'anthropologie et cinéaste **Maple Razsa**, directeur des études mondiales au Colby College, pour guider le public à travers son film *The Maribor Uprisings*. Utilisant des images captées par des activistes vidéo sur les lieux des manifestations, le film permet au public de suivre l'action et, à des moments précis, de décider des groupes de manifestants à suivre.



Le prof. Maple Razsa présente The Maribor Uprisings

Reconnaître les leaders qui apportent l'expertise de la recherche au monde



Le professeur Neuberger-Jesin, **John Packer**, s'est rendu à Harare au Zimbabwe pour deux semaines et demi en juillet-août 2018. Il était l'un des deux membres du groupe d'observateurs du Commonwealth pour les élections historiques du Zimbabwe post-Mugabe. Le professeur Packer a été convié à rejoindre le groupe d'observateurs en raison de son expertise considérable en résolution des conflits internationaux.

Le professeur **Craig Forcese** et la professeure **Stephanie Carvin** de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton, ont figuré parmi les lauréats 2018 des Canadian Law Blog Awards (les Clawbies). Leur blogue/balado, « A Podcast Called INTREPID », a obtenu le prix dans la catégorie du meilleur blogue d'une école de droit ou d'un professeur de droit pour leur capacité à insuffler une bonne dose de personnalité et d'humour au sujet sérieux du droit et des politiques sur la sécurité nationale. Un des proposants a affirmé : « Vraiment, j'ai écouté chacun des épisodes au moins une fois, et j'en ai attribué la lecture à mes étudiants. C'est non seulement intéressant et informatif, c'est un véritable service public. »



Le professeur **Michael Geist** a été honoré en novembre 2018 par l'association Journalistes canadiens pour la liberté d'expression (CJFE), qui l'a choisi comme récipiendaire de son prix Vox Libera 2018. Le prix Vox Libera est attribué à un individu ou à une organisation canadienne qui a démontré un engagement exceptionnel envers les principes de liberté d'expression et qui a apporté une contribution importante et durable — au pays ou à l'étranger — à ces mêmes principes.

La professeure **Carissima Mathen** a reçu le Prix d'excellence en relations médiatiques 2017-2018 de l'Université d'Ottawa, volet commentaire en anglais. Experte en droit public, la professeure Mathen est l'une des commentatrices juridiques les plus connues et les plus respectées du pays sur des questions allant des agressions sexuelles et de l'aide médicale à mourir, à la réforme du Sénat et à la légalisation de la marijuana. Elle est réputée pour sa capacité à rendre compréhensibles des décisions législatives et judiciaires complexes à l'intention d'un public vaste et inexpérimenté, améliorant ainsi la qualité des débats publics dans l'ensemble du pays.



La professeure **Teresa Scassa** a reçu le Prix du savoir en libre accès 2018 de la Bibliothèque de l'Université d'Ottawa. Ce prix reconnaît les champions du corps professoral qui font preuve d'excellence en matière de savoir en libre accès, aussi bien par leur soutien que par leur propre exemple. La professeure Scassa démontre un ferme attachement au libre accès dans son programme de recherche et dans ses pratiques de publication. Elle tient régulièrement des conférences sur le libre accès devant des publics d'universitaires, du gouvernement ou de la société civile et écrit un blogue qui aborde un large éventail d'informations sur des questions de droit, dont des questions relatives au libre accès.

La professeure **Angela Cameron** comptait parmi les 16 nouvelles nominations à l'Ordre d'Ottawa en 2018 en reconnaissance de sa participation active à la défense des droits et à la recherche, autant en milieu universitaire qu'en milieu communautaire, à la gouvernance d'organismes sans but lucratif, au bénévolat, et à la recherche pour des organismes de lutte contre la violence faite aux femmes. Elle est réputée pour son aptitude à faciliter des discussions sur des sujets de discord au sein du militantisme féministe et LGBTQ, et a plaidé des affaires judiciaires, encadré des jeunes et rédigé des soumissions juridiques aux organes des droits de la personne des Nations Unies pour soutenir l'avancement des droits des femmes.



CHAIRES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

Nouvelles nominations



Paul Daly

Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et gouvernance

Le professeur **Paul Daly** a reçu la Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et gouvernance en 2019 pour faire progresser la connaissance dans le domaine du droit administratif et élaborer des principes pour faire en sorte que les organismes administratifs du Canada travaillent efficacement et équitablement au profit de tous les Canadiens.

Florian Martin-Bariteau

Chaire de recherche de l'Université en technologie et société

Le professeur **Florian Martin-Bariteau** a été nommé titulaire de la Chaire de recherche de l'Université en technologie et société en 2020 pour développer un programme de recherche d'excellence en droit, éthique et politiques des technologies sur la sécurité, la régulation et la gouvernance de l'intelligence artificielle, des chaînes de blocs (blockchain) et des technologies quantiques.



François Larocque

Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques

Le professeur **François Larocque** a été nommé titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques en 2018 pour faire progresser la protection juridique des communautés linguistiques minoritaires et leurs institutions, particulièrement en ce qui concerne l'adoption et l'interprétation des lois constitutionnelles, textes législatifs et principes jurisprudentiels.

Natasha Bakht

Chaire Shirley-E.-Greenberg sur les femmes et la profession juridique

La professeure **Natasha Bakht** a été nommée titulaire de la Chaire Greenberg en 2020. Ses intérêts de recherche se centrent surtout sur le droit, la culture et les droits des minorités, et plus particulièrement sur la liberté religieuse et l'égalité des femmes.





Tony VanDuzer
Chaire Hyman Soloway du droit des affaires et du commerce

Le professeur **Tony VanDuzer** a été nommé titulaire de la chaire Hyman Soloway du droit des affaires et du commerce en 2018, succédant à la professeure Debra Steger. Le principal domaine d'intérêt du professeur VanDuzer est le droit du commerce international et des investissements.

John Packer
Professeur de la bourse Neuberger-Jesin pour l'étude de la résolution de conflits internationaux

Le professeur **John Packer** a été nommé le professeur inaugural de la bourse Neuberger-Jesin en 2018. Ses recherches et sa pratique se situent à l'intersection des droits de la personne et de la sécurité, notamment dans la médiation pour la paix et la réforme constitutionnelle et juridique.



Vivek Krishnamurthy
Professeur de droit Samuelson-Glushko

Le professeur **Vivek Krishnamurthy** a été nommé le professeur de droit inaugural de la bourse Samuelson-Glushko en 2019. Son enseignement et ses recherches se concentrent sur les défis complexes liés à la réglementation et les droits de la personne auxquels se heurtent les entreprises commerciales qui opèrent au-delà des frontières aussi bien dans le cyberspace que dans l'espace réel.

Renouvellements

Colleen Flood
Chaire de recherche de l'Université en droit et politiques de la santé

La Chaire de recherche de l'Université de la professeure **Colleen Flood**, initialement attribuée en 2014, a été renouvelée en 2019. Ses recherches actuelles visent à explorer la manière dont l'IA peut être intégrée, en toute équité et avec efficacité, au système de soins de santé canadien.



Angela Cameron
Chaire Shirley-E.-Greenberg sur les femmes et la profession juridique

Initialement nommée de 2016 à 2018, le mandat de la professeure **Angela Cameron** à la chaire Greenberg a été renouvelé en 2018 pour deux ans supplémentaires. Ses recherches portent généralement sur la justice sociale, avec un accent particulier sur les intérêts des femmes en matière d'égalité.

NOUVEAUX MEMBRES DU CORPS PROFESSORAL



Stefanie Carsley

Reproduction assistée,
droit canadien sur la
fertilité



Paul Daly

Droit public, normes et institutions
du gouvernement, intelligence
artificielle en droit administratif



Vivek Krishnamurthy

Cyberspace, intelligence
artificielle, droits de la
personne



Anne Levesque

Droits de la personne,
litiges d'intérêt public



Sylvia Rich

Droit pénal, délits
d'entreprise, philosophie
du droit, théorie juridique
critique, sociologie du droit



Stéphane Sérafin

Droits de la personne,
litiges d'intérêt public



Samuel Singer

Droit fiscal et politique fiscale,
résolution des litiges fiscaux,
questions juridiques liées aux
personnes transgenres



Bienvenue Professeure Nakache !

La professeure **Delphine Nakache** s'est jointe à la Section de common law en 2019, après avoir été membre de la Faculté des sciences sociales à l'École de développement international et mondialisation.

Elle s'intéresse notamment aux enjeux de protection concernant les travailleurs migrants, les demandeurs d'asile et les personnes sans statut, ainsi qu'aux obstacles à la citoyenneté pour les immigrants défavorisés.

PERMANENCE ET PROMOTIONS



Natasha Bakht
Professeure titulaire



Nathalie Chalifour
Professeure titulaire



Heather McLeod-Kilmurray
Professeure titulaire



Wolfgang Alschner
Professeur agrégé avec
permanence



Yan Campagnolo
Professeur agrégé avec
permanence



Aimée Craft
Professeure agrégée avec
permanence



Florian Martin-Bariteau
Professeur agrégé avec
permanence

Professeur.e.s émérites



Debra Steger

La professeure **Debra Steger**, l'une des plus grandes spécialistes canadiennes dans les domaines du commerce international, de l'arbitrage international et de la gouvernance des organisations internationales, a pris sa retraite en 2019. Elle occupait alors un poste à temps plein au sein du corps professoral. Au cours de sa carrière hautement influente, la professeure Steger a mené de nombreuses initiatives de recherche nationales et internationales, et s'est distinguée comme l'une des plus grandes expertes de l'Organisation mondiale du commerce au Canada.

La professeure Steger demeure affiliée à la Section de common law en tant que professeure émérite, grâce à quoi notre communauté continuera à profiter de ses vastes connaissances et de sa solide expertise.

Le professeur **Larry Chartrand** a été nommé au rang de professeur émérite lors de son départ à la retraite le 1er juillet 2020. Leader et pionnier dans l'étude du droit autochtone, le professeur Chartrand a exercé une forte influence dans le dossier des droits des Autochtones. Ses travaux sur la santé autochtone et sur l'autodétermination des Autochtones sont largement reconnus, et ils lui ont valu une réputation irréprochable auprès des Premières Nations, des Inuits et des Métis.



Larry Chartrand

La Section de common law est reconnaissante envers le professeur Chartrand pour son engagement continu au sein de la Faculté depuis sa retraite.

ÉTUDES SUPÉRIEURES



Réalisations exceptionnelles

L'âge n'est qu'un chiffre

Le diplômé de la Faculté de droit **Clifford Lincoln** a soutenu avec succès sa thèse de maîtrise en droit le 14 septembre 2018, soit 13 jours à peine après son 90e anniversaire de naissance! M. Lincoln, né le 1er septembre 1928, a présenté un exposé oral de sa thèse intitulée « Sustainable Indigenous Land Management in Canada – A Model Inspired by Lessons from Barriere Lake and Haida Gwaii ». Il est l'un des étudiants les plus âgés à avoir terminé ses études à l'Université d'Ottawa.

Hommage au leadership exceptionnel

La doctorante **Angela Lee** a reçu une des bourses au mérite 2019 pour étudiantes de cycles supérieurs de l'organisme Senior Women Academic Administrators of Canada (SWAAC). Son travail est motivé par le désir de s'attaquer à des questions épineuses ayant trait aux politiques et réglementations alimentaires canadiennes, et elle souhaite faire entendre des groupes, des préoccupations et des points de vue souvent laissés pour compte dans les débats politiques.

De la Pologne au Sénat du Canada

Agata Zwolankiewicz, étudiante internationale à la maîtrise en 1919-2020, a effectué un stage au Sénat du Canada en 2020. Agata s'est vu octroyer en 2019-2020 la Bourse commémorative Edward-Barry-McDougall pour des études supérieures en droit, qui permet chaque année à un diplômé ou une diplômée en droit de la Pologne de voyager au Canada pour obtenir une maîtrise en droit (LL.M.) à l'Université d'Ottawa.

Parlons recherche

Des chercheuses et des chercheurs de la Faculté de droit en quête d'une nouvelle culture de recherche

À l'automne 2018, la Section de common law a organisé la deuxième **École d'automne sur la méthodologie de la recherche en droit**, un atelier de deux jours réunissant des étudiantes et étudiants de cycle supérieur et des chercheuses et chercheurs chevronnés sous le thème « Parlons recherche ».



Le doctorant **Yawo Alou**

« Une des idées derrière cet atelier était de reprendre contact avec certaines grandes idées et grands problèmes qui nous intéressent mais dont nous n'avons pas souvent l'occasion de discuter avec nos collègues » a dit **Peter Oliver**, alors vice-doyen à la recherche, et l'un des principaux organisateurs de l'événement, avec **Cintia Quiroga**, doyenne adjointe à la recherche de la Faculté de droit. « Il s'agissait d'idées, » a-t-il dit, « mais nous avons également parlé du type de communauté intellectuelle qui nous aide à générer ces idées. »

Des chercheuses et chercheurs se sont rassemblés pour parler des défis en recherche auxquels ils sont confrontés, des approches qu'ils adoptent et de leurs réussites en tant que chercheurs en droit. Ils ont soulevé d'importantes questions concernant le rôle du dialogue dans la recherche, sur les façons d'expérimenter avec les idées, et sur la manière dont la communauté des chercheurs peut s'unir pour développer et maintenir une vraie culture de recherche. Les discussions qui ont eu lieu entre des chercheurs établis et des doctorants ont contribué à forger un sentiment d'appartenance et de vécu partagé en tant que chercheurs.

« C'est autant d'occasions d'expérimenter avec nos idées, » a dit **Cintia Quiroga**, « de tester nos idées auprès des autres, auprès de nos mentors. Je pense que c'est dans ces moments d'échanges où on s'arrête, où on prend le temps de réfléchir à la recherche, aux questions qui nous préoccupent depuis longtemps, que l'on crée vraiment une culture de recherche. » Une vidéo récapitulant l'événement est disponible ici : <https://commonlaw.uottawa.ca/fr/nouvelles/parlons-recherche-chercheuses-chercheurs-faculte-droit-quete-dune-nouvelle-culture>

La troisième École d'automne – un autre succès dans cette nouvelle série sur la méthodologie de la recherche – a eu lieu en novembre 2019. Dirigée par **Margarida Garcia**, vice-doyenne de la Section de droit civil, cette édition a exploré le thème de « La fonction du cadre théorique dans la recherche en droit ». À l'instar des précédentes écoles d'automne, cette réunion de chercheuses et de chercheurs a poursuivi la tradition d'unir les doctorants et les universitaires établis pour explorer les défis rencontrés par les chercheurs en droit et pour partager leurs expériences dans le confort d'une communauté de recherche unifiée et solidaire.



La prof. **Cintia Quiroga**



Être un leader en droit, en recherche et dans la vie

Une expérience novatrice et audacieuse pour les étudiants des cycles supérieurs

Animateurs du cours de leadership Marc Dubé, Cintia Quiroga et Margarida Garcia

À l'automne 2019, la professeure **Margarida Garcia** de la Section de droit civil a introduit un nouveau cours à des étudiants et des étudiantes à la maîtrise et au doctorat de la Faculté de droit, intitulé « Exercising Leadership in Law, in Research and in Life » (Exercer du leadership en droit, en recherche et dans la vie). Ce cours s'inscrit dans le cadre d'un plus vaste projet, dirigé par la professeure Garcia, visant à bâtir une communauté de leaders et une culture de leadership, tant au sein même de la Faculté de droit qu'à l'échelle du campus élargi de l'Université d'Ottawa. Il vise à ce que chaque participant, quelle que soit sa formation ou discipline, soit un véritable leader au terme de l'expérience qu'offre le cours, lequel est conçu de façon à enseigner aux étudiants la manière d'accéder au leadership comme une façon d'être qui influencera en profondeur leurs vies professionnelle et personnelle.

« En bref, résume la professeure Garcia, ce cours de leadership rappelle aux étudiants qu'être – c'est-à-dire qui ils et elles sont – est aussi important que savoir – ce qu'ils et elles connaissent – alors qu'ils cherchent à réussir leur carrière tout en s'épanouissant dans leur vie personnelle ». Le cours offre certes aux étudiants des outils pour relever des défis d'ordre organisationnel et scolaire, il ne s'agit cependant pas d'un cours traditionnel sur des théories, des modèles et des études de cas à propos du leadership. Ce cours a pour objectif principal de faire vivre aux participants l'expérience d'une compréhension d'eux-mêmes et d'acquérir de nouvelles approches pour relever les défis liés à leurs recherches, leur carrière et leur vie.

« La Faculté de droit est extrêmement fière de pouvoir offrir cette nouvelle expérience à nos étudiants aux études supérieures », déclare **Adam Dodek**, le doyen de la Section de common law. « Le fait que cette aventure puisse se vivre au sein de notre faculté de droit marque un jalon important dans la mise en œuvre de cette vision inédite du leadership à l'Université d'Ottawa » affirme pour sa part **Marie-Eve Sylvestre**, doyenne de la Section de droit civil. « Nous sommes reconnaissants à nos deux doyens pour leur appui et leur encouragement », souligne la professeure Garcia. « Ce cours n'a été rendu possible que grâce à leur engagement à offrir des expériences aussi novatrices qu'enrichissantes à nos étudiants et professeurs ».

Des étudiants et étudiantes diplômés en droit remportent de prestigieuses bourses de recherche, 2018-2020

Quatre doctorant.e.s ont remporté les prestigieuses bourses d'études supérieures du Canada Joseph-Armand-Bombardier au niveau du doctorat entre 2018 et 2020. **Suzie Dunn** a reçu cette bourse afin d'entreprendre des recherches portant sur l'usurpation d'identité et les représentations trompeuses dans les espaces numériques; **Gloria Song** a reçu la bourse pour ses recherches qui explorent l'accès à la justice pour les femmes inuites dans le Nunavut de l'Ouest; **Esteban Salcedo** a obtenu la bourse pour ses recherches sur la réglementation de l'énergie marine renouvelable; et **Katie Szilagyi** a obtenu ce financement pour ses recherches sur la façon dont l'IA transforme l'état de droit.

La doctorante **Angela Lee** a reçu une bourse de doctorat du CRSH afin de poursuivre ses recherches sur la production alimentaire et l'environnement, axées en particulier sur la promotion de la technologie dans le secteur agroalimentaire au moyen de l'amélioration du droit et de la gouvernance.

Le doctorant **Duff Conacher** a reçu une bourse d'études supérieures du Canada Vanier, financée par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), pour un projet intitulé « The Ethical Politics Imperative: How does the Federal Canadian Political Process Ethics System Measure Up to a Best-Practice Model System? » (L'impératif des politiques éthiques : Comment le système éthique du processus politique fédéral canadien peut-il être à la hauteur d'un système exemplaire de pratiques ?).

Les doctorantes **Virginie Jetté**, **Andrea Talarico** et **Katie Szilagyi** ont toutes obtenu des bourses d'études supérieures de l'Ontario, qui sont des bourses fondées sur le mérite accordées aux meilleurs étudiants des cycles supérieurs de l'Ontario dans toutes les disciplines d'études universitaires.

Et le doctorant **Vincius Da Silva** a obtenu une bourse ontarienne d'études Trillium, laquelle permet aux meilleurs étudiants au doctorat du monde entier de venir en Ontario afin de poursuivre leurs recherches. Les recherches de M. Da Silva se concentrent sur les politiques qui sous-tendent le système judiciaire brésilien.

« Cela m'a permis de publier un livre contenant le résultat des recherches de ma maîtrise. Elle m'a assuré de pouvoir vivre au Canada et faire de la recherche ». - Vincius Da Silva

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Fonds gérés par la Section de common law, 2018-2020

ORGANISME DE FINANCEMENT	2018-2019		2019-2020	
	(N) TOTAL \$	NOMBRE DE CHERCHEURS SUBVENTIONNÉS	(N) TOTAL \$	NOMBRE DE CHERCHEURS SUBVENTIONNÉS
FINANCEMENT EXTERNE				
Trois conseils	(35) 2 410 203 \$	28	(38) 2 557 452 \$	24
Subventions et contrats gouvernementaux	(21) 1 841 406 \$	9	(17) 1 309 232 \$	11
Fondations et autre secteur public	(18) 1 271 107 \$	8	(19) 1 321 269 \$	12
Secteur privé	(10) 567 308 \$	2	(1) 187 500 \$	n/a
FINANCEMENT INTERNE				
Université d'Ottawa	(34) 748 267 \$	24	(58) 954 465 \$	41
TOTAL	6 838 291 \$	36	6 329 918 \$	43

Note : Ce tableau indique les fonds gérés par la Section de common law par exercice financier. N = Nombre de subventions.

Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)

Subventions Savoir

- Michael Geist, « *Internet Platforms and the Law: Toward a Canadian Model for Online Liability and Responsibility* », 177 829 \$ (2019-2023).
- Vanessa Gruben, « *Surrogates' Voices: Exploring Surrogates' Experiences and Insights* », 259 826 \$ (2019-2024).
- Vanessa MacDonnell, « *Quasi-Constitutional Statutes in Canada* », 70 683 \$ (2018-2021).
- Teresa Scassa, « *Developing a Public Interest-Based Approach to Ownership, Users' Rights and Privacy Interests in Publicly Accessible Platform Data* », 189 916 \$ (2018-2022).

Subventions de développement Savoir

- Wolfgang Alschner, « *Multilateralizing "WTO-extra" Issues: A Computational Analysis of Rule Convergence in Preferential Trade Agreements* », 69 700 \$ (2018-2020).
- Florian Martin-Bariteau, « *Les secrets et les lanceurs d'alerte dans un monde numérique* », 55 124 \$ (2018-2020).
- Michael Pal, « *The Guardians of Democracy: The Comparative Constitutional Law and Politics of Election Commissions* », 12 500 \$ (2019-2021).
- João Velloso, « *Sentence severity and deportation: mapping criminality and collateral consequences of punishment at the Immigration and Refugee Board of Canada (IRB)* », 53 362 \$ (2018-2020).

Subventions Connexion

- Vanessa Gruben, « *First, Do Less Harm: Harm Reduction as a Principle of Health Law and Policy* », 24 371 \$.
- Teresa Scassa, « *Data Governance and AI Summer Institute* », 9 124 \$.

Subventions d'engagement partenarial

- Suzanne Bouclin (avec Cintia Quiroga et Marie-Eve Sylvestre, Section de droit civil), « *Assessing the Discrimination against Ottawa's Homeless to Improve their Access to Justice* », 25 000 \$.
- Angela Cameron, « *A Feminist and Indigenous Examination of the National Inquiry: Lessons and Next Steps* », 25 000 \$.
- Aimée Craft, « *Nibi (Water) Declaration - Grand Council Treaty #3 Regional Engagement Sessions* », 24 953 \$.



Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)

Subventions de planification et dissémination

- Vanessa Gruben, « *The Ottawa Hub for Harm Reduction* », 11 613 \$.

Subventions et contrats gouvernementaux

- Wolfgang Alschner, École de la fonction publique du Canada, « *Semantic Analysis of Canadian Regulations* », 22 132 \$.
- Wolfgang Alschner, Bourses de nouveaux chercheurs de l'Ontario, « *Equipping tomorrow's lawyers – Using artificial intelligence for automatic legal document production and analysis* », 140 000 \$ (2018-2023).
- Jennifer Bond, Ministère des Affaires civiques de l'Ontario, « *Refugee Sponsorship Support Program* », 180 000 \$.
- Aimée Craft, Bourses de nouveaux chercheurs de l'Ontario, « *Anishinaabe nibi inaakonigewin onje biimaadiziwin - living anishinaabe water law in context* », 140 000 \$ (2019-2024).
- Stewart Elgie, Environnement et Changement climatique Canada, « *Women Leaders Kicking It on Climate Change Summit* », 23 000 \$.
- Stewart Elgie, Environnement et Changement climatique Canada, « *Report on Canadian Value Retention Policies* », 8 000 \$.
- Stewart Elgie, Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario, « *Smart Prosperity Institute* », 1,8 M \$ (2018-2021).
- Stewart Elgie, Ressources naturelles Canada, « *Municipal Natural Assets Initiative (MNAI) in BC* », 137 500 \$ (2018-2020).
- Stewart Elgie, Province de la Colombie-Britannique, « *Municipal Natural Assets Initiative (MNAI) in BC* », 125 000 \$ (2018-2020).
- Stewart Elgie, Environnement et Changement climatique Canada, « *Mainstreaming Species at Risk Conservation in Canada's Agriculture and Forestry Sector through Market-based Instruments* », 380 000 \$ (2019-2021).
- David Fewer / CIPPIC, Infrastructure Canada, « *Smart Cities Technology Toolkit Proposal* », 31 550 \$.
- David Fewer / CIPPIC, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, « *Beyond the Patent Clinic* », 38 000 \$.
- David Fewer / CIPPIC, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, « *The Price of Trust? An Analysis of Emerging Digital Stewardship Models* », 49 922 \$.
- Colleen Flood, Agence de la santé publique du Canada, « *Machine M.D: The Law, Policy & Ethics of Tomorrow's AI and Big Data in Healthcare* », 9 944 \$.
- Craig Forcese, Service administrative des tribunaux judiciaires, « *Research and Development for a book on the History of the Federal Courts (50th Anniversary Project)* », 46 000 \$ (2018-2021).
- Yves Le Bouthillier / CREDP, Emploi et Développement social Canada, « *Building Constructive and Sound Labour Relations in Colombia* », 495 937 \$ (2019-2021).
- Amy Salyzyn, Bourses de nouveaux chercheurs de l'Ontario, « *Legal Apps and Access to Justice: Closing Knowledge Gaps and Facilitating Solutions* », 140 000 \$ (2018-2023).
- João Velloso, Affaires mondiales Canada, « *Faculty Mobility Program 2018-2019* », 6 466 \$.

Fondations et autres subventions externes

- Wolfgang Alschner, Australian National University, « *Technical Assistance on Investment Treaties* », 28 200 \$.
- Jane Bailey, BC Society of Transition Houses, « *BCSTH's Preserving Tech Evidence: Legal Education for BC Anti-Violence Workers & Women to Respond to Tech Facilitated Violence* », 1 500 \$.
- Jennifer Bond, L'Association du barreau canadien, « *Remote Connections: Building Canada's diversity and inclusion through technology-enabled refugee sponsorship support* », 25 000 \$.
- Jennifer Bond, Fondation du droit de l'Ontario, « *Enhancement and Remote Expansion of the Refugee Sponsorship Support Program (SSP)* », 99 996 \$.
- Jennifer Bond, Open Society Policy Center, « *GRSI IV – Global Refugee Sponsorship Initiative* », 528 000 \$.
- Jennifer Bond, Fondation Communautaire d'Ottawa, « *Immigration 101 for Refugee Settlement Sector* », 13 959 \$.
- Suzanne Bouclin, Global Young Academy North-South Interdisciplinary Grant, « *Can Digital Storytelling be used as a Tool for Countering Language Endangerment?* », 10 000 euros.
- Yan Campagnolo, Fondation canadienne pour la recherche juridique, « *Repenser et démystifier le secret ministériel* », 5 000 \$.
- Jennifer Chandler, Nova Scotia Health Authority, « *Legislative Strategies to Improve Deceased Organ Donation in Canada: A Special Focus on Evaluating the Impact of Opt-Out Legislation in Canada – LEADDeR* », 42 065 \$ (2019-2022).
- Jennifer Chandler, L'Hôpital d'Ottawa, Institut de recherche, « *Integrated Parkinson Care Networks: Addressing complex care in Parkinson disease in contemporary society* », 15 120 \$.



- Aimée Craft, Treaty Relations Commission of Manitoba, « *Anishinaabe Nibi Inaakonigewin* », 3 500 \$.
- Stewart Elgie, The Natural Step Canada, « *Circular Economy General* », 50 249 \$.
- Stewart Elgie, Université Ryerson, « *Job Loss and Gain* », 68 000 \$.
- Stewart Elgie, The George Cedric Metcalf Charitable Foundation, « *Catalyzing Innovative Finance for Conservation* », 47 500 \$.
- Stewart Elgie, Fondation McCall MacBain, « *Catalyzing Innovative Finance for Conservation* », 47 500 \$.
- David Fewer / CIPPIC, Fondation du droit de l'Ontario, « *Access to Justice in Consumer Standard Form Contracts* », 88 046 \$.
- David Fewer / CIPPIC, Fondation du droit de l'Ontario, « *Artificial Intelligence as a tool for telecom policy review* », 98 595 \$.
- David Fewer, Sidewalk Toronto Employees Ltd., « *Privacy of Bike Counting Technologies: An analysis* », 13 613 \$.
- Jamie Liew, L'Association du barreau canadien, « *Statelessness in Canada: Mapping the Legal Structures that Perpetuate, Promote or Eliminate Statelessness* », 14 171 \$.
- Vanessa MacDonnell, Éducation juridique communautaire Ontario, « *Supporting the legal information needs of incarcerated people in Ontario* », 6 600 \$.
- Florian Martin-Bariteau, L'Association du barreau canadien, « *Blockchain, Smart Contracts, and the Future of Contracts under Canadian Law* », 15 112 \$.
- Florian Martin-Bariteau, Fondation du droit de l'Ontario, Bourse de leadership communautaire en justice (Jean-Noé Landry), « *Agency in Open Smart Cities* », 15 000 \$.
- Michael Pal, Fondation canadienne pour la recherche juridique, « *The Unwritten Principle of Democracy* », 5 000 \$.
- Amy Salyzyn, Fondation du droit de l'Ontario, « *Assessing the Complexity of Interactive Court Forms using a Functional Literacy Framework* », 87 980 \$ (2019-2021).
- David Wiseman, Centre ontarien de défense des droits des locataires, « *Tenant Access to Justice Assessment Project* », 1 500 \$.
- David Wiseman, Éducation juridique communautaire Ontario, « *Regulatory Options for Smart Legal Forms* », 9 450 \$.
- David Wiseman, Fondation du droit de l'Ontario, Bourse de leadership communautaire en justice (Julie Mathews), « *Advancing Community-based Access to Justice* », 15 000 \$.

Financement du secteur privé

- Stewart Elgie, Goldcorp Inc., « *Smart Prosperity Leaders Initiative* », 50 000 \$.
- Stewart Elgie, Ernst and Young, « *Smart Prosperity Initiative* », 20 000 \$.

Programmes de financement de l'Université d'Ottawa

- Yan Campagnolo, Programme de financement de démarrage, « *Comment réformer l'immunité du Cabinet au niveau fédéral ?* », 9 955 \$.
- Paul Daly, Chaire de recherche de l'Université (CRU) en droit administratif et gouvernance, 125 000 \$ (2019-2024).
- Colleen Flood, Organisation de conférences et d'ateliers sur le campus, « *Machine M.D.: The Law, Policy and Ethics of Tomorrow's AI and Big Data in Healthcare* », 6 000 \$.
- Colleen Flood, Chaire de recherche de l'Université en droit et politiques de la santé, 125 000 \$ (2019-2024).
- Vanessa Gruben, Réseau de recherche en santé des populations, « *The Ottawa Harm Reduction Network / Le réseau en réduction des méfaits d'Ottawa* », 50 000 \$.
- Kyle Kirkup, Organisation de conférences et d'ateliers sur le campus, « *Democratic Safety Valve or Poison Pill for Charter Rights: Rethinking the Notwithstanding Clause* », 6 000 \$.
- François Larocque, Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques, 125 000 \$ (2018-2023).
- Vanessa MacDonnell, Organisation de conférences et d'ateliers sur le campus, « *Unwritten Constitutional Norms and Principles: Contemporary Issues* », 6 000 \$.
- João Velloso, Organisation de conférences et d'ateliers sur le campus, « *Law & Learning in an Era of Partnerships* », 6 000 \$.



PRIX ET DISTINCTIONS

Constance Backhouse

- *Prix du meilleur livre*, 2018, Association Canadienne Droit et Société

Natasha Bakht

- *Prix en matière d'excellence juridique*, 2019, South Asian Bar Association

Jamie Benidickson

- *Albert B. Corey Prize*, 2020, Société historique du Canada

Angela Cameron

- *Ordre d'Ottawa*, 2018, Ville d'Ottawa

Natalie Chalifour

- *Membre*, 2018, La Société royale du Canada, Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science

Adam Dodek

- *Prix de l'ACPD pour l'excellence universitaire*, 2018, Association canadienne des professeurs de droit

Colleen Flood

- *Membre*, 2018, Académie canadienne des sciences de la santé

Craig Forcese (avec Stephanie Carvin, Université Carleton)

- *Best Law School / Law Professor Blog*, 2018, Canadian Law Blog Awards (Clawbies)

Pierre Foucher

- *Ordre du mérite*, 2020, Association des juristes d'expression française de l'Ontario

Martha Jackman

- *Médaille David Walter Mundell*, 2019, Ministère du Procureur Général de l'Ontario
- *Prix Guardian of Public Health Care dans la catégorie universitaire*, 2019, Coalition canadienne de la santé

Elizabeth Judge

- *Bertha Wilson Honour Society*, 2019, Université Dalhousie

François Larocque,

- *Ordre des francophones d'Amérique*, 2019, Conseil supérieur de la langue française
- *Ordre de la Pléiade*, 2020, l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), section ontarienne

Anne Levesque

- *Ordre du mérite*, 2019, Association des juristes d'expression française de l'Ontario

Tracey Lindberg

- *Membre*, 2018, La Société royale du Canada, Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science

Vanessa MacDonnell

- *Membre*, 2019, Global Young Academy

Carissima Mathen

- *Prix d'excellence en relations médiatiques*, 2018, Université d'Ottawa

Errol Mendes,

- *Médaille commémorative du 150e anniversaire du Sénat*, 2018, Sénat du Canada
- *Membre*, 2019, La Société royale du Canada

Marina Pavlović,

- *Prix d'excellence en éducation*, 2019, Université d'Ottawa
- *Prix d'excellence en enseignement*, 2019, Association des Professeurs de l'Université d'Ottawa

Allan Rock

- *Dr. Jean Mayer Global Citizenship Award*, 2018, Tufts Institute for Global Leadership

Teresa Scassa

- *Prix du savoir en libre accès*, 2018, Bibliothèque de l'Université d'Ottawa

Elizabeth Sheehy

- *Distinguished Visitor Award*, 2018, University of Auckland

Penelope Simons

- *Le Prix Walter-S.-Tarnopolsky*, 2018, Commission internationale de juristes, Section canadienne



La professeure Marina Pavlović et Danielle Lussier

NOMINATIONS

Constance Backhouse

- Membre, Comité consultatif sur les nominations à la magistrature fédérale pour la province d'Ontario - Est et Nord
- Membre, Comité de sélection, professeurs éminentes et professeurs éminents, Université de Manitoba
- Membre, Comité de sélection, médaille Jason A. Hannah, Société royale du Canada
- Membre, Groupe de travail sur la vérité et la réconciliation, Société royale du Canada
- Représentante de l'uOttawa, Conseil provincial, Association du Barreau de l'Ontario

Jennifer Bond

- Présidente, Initiative mondiale de parrainage de réfugiés
- Membre, Groupe de référence mondial du HCR sur la réinstallation et les voies complémentaires

Suzanne Bouclin

- Membre, Comité des concours de bourses de doctorat du CRSH

Angela Cameron

- Membre, Comité consultatif scientifique, Canadian Northern Corridor Research Program

Jennifer Chandler

- Présidente, Comité de l'éthique, Société canadienne de transplantation
- Membre, Conseil consultatif, Institut des neurosciences, de la santé mentale et des toxicomanies des IRSC
- Rédacteur adjoint, revue *Neuroethics*

Larry Chartrand

- Membre, Comité d'experts chargé des droits de la personne, Programme de contestation judiciaire

John Currie

- Membre, Conseil d'administration, Conseil canadien de droit international
- Membre, Collège d'examineurs, Programme des chaires de recherche du Canada

Anthony Daimsis

- Membre, Groupe de travail des experts en arbitrage international, Secrétariat du Commonwealth

Paul Daly

- Membre, Conseil consultatif, *Queen's Law Journal*
- Membre, Groupe consultatif, Law and Compliance during COVID-19

Adam Dodek

- Commissaire, Commission canadienne de l'expression démocratique
- Collaborateur émérite, Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne

Stewart Elgie

- Membre, Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire, Conseil du Trésor du Canada
- Membre, Groupe de travail pour une reprise économique résiliente

Colleen Flood

- Membre, Groupe de travail de la Société royale du Canada sur la COVID-19
- Membre, C.D. Howe Institute Crisis Working Group on Public Health and Emergency Measures

Pierre Foucher

- Membre, Comité de gestion, Programme d'appui aux droits linguistiques

Michael Geist

- Membre, Comité consultatif de stratégie numérique, Waterfront Toronto

Vanessa Gruben

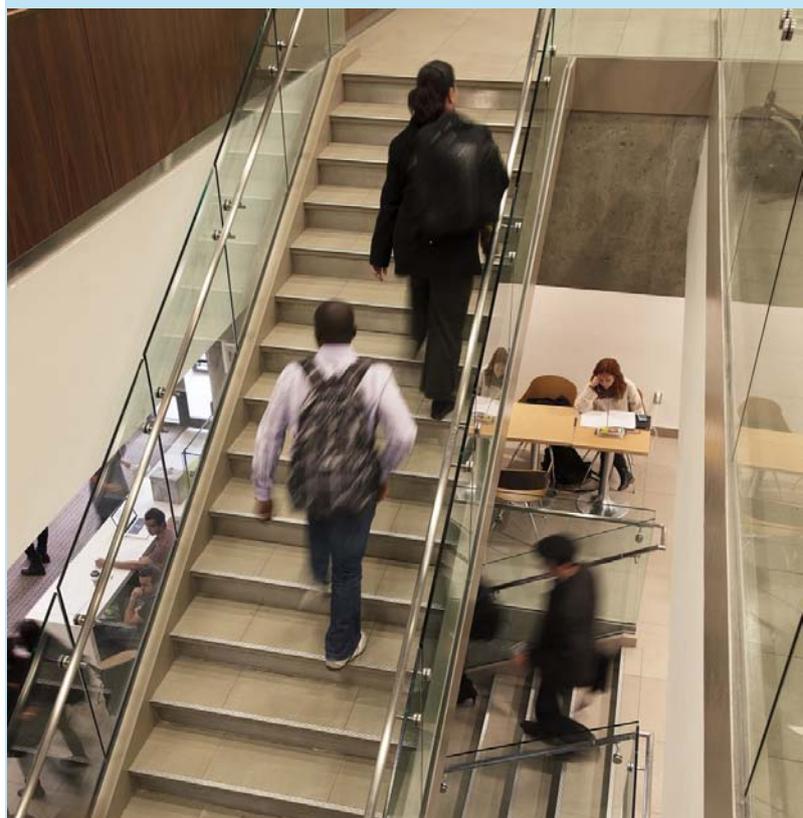
- Membre, Coalition canadienne de la santé

Ian Kerr

- Membre, Conseil consultatif en matière de l'intelligence artificielle du gouvernement du Canada

Vern Krishna

- Membre, Comité consultatif à la magistrature pour la Cour canadienne de l'impôt



**Vivek Krishnamurthy**

- Membre, Groupe d'experts sur le signalement des contenus terroristes et extrémistes violents, Organisation de coopération et de développement économiques
- Membre, World Economic Forum Business-to-Business (B2B) Data Privacy Code of Conduct Drafting Committee
- Membre, Comité de sélection, Bourses McCall MacBain

François Larocque

- Membre, Groupe de travail sur la refonte de la Loi sur les services en français, Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO); Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO)

Jamie Liew

- Coprésidente du groupe de travail sur la détention des immigrants, Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés
- Membre, Collectif de recherche sur les migrations

Tracey Lindberg

- Écrivaine en résidence, Creative Writing Program, University of British Columbia

Danielle Lussier

- Coprésidente, Groupe consultatif autochtone, Barreau de l'Ontario

Vanessa MacDonnell

- Chercheuse en résidence, ministère de la Justice du Canada
- Membre, Conseil d'administration, Groupe canadien d'étude des parlements

Errol Mendes

- Collaborateur émérite, Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne

Chidi Oguamanam

- Membre, Délégation de la gouverneure générale du Canada, visites d'État en Afrique de l'Ouest

John Packer

- Membre, Comité consultatif, Genocide Watch

Marina Pavlović

- Membre, Groupe d'examen du cadre législatif en matière de radiodiffusion et de télécommunications, ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, et ministère du Patrimoine canadien

Amy Salyzyn

- Présidente de l'Association canadienne pour l'éthique juridique

Elizabeth Sanderson

- Première mentor en résidence de la fonction publique, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Teresa Scassa

- Présidente, Conseil consultatif canadien de la statistique
- Membre, Conseil consultatif en matière de l'intelligence artificielle du gouvernement du Canada
- Membre, Groupe consultatif pour le projet 'AI in Civil and Administrative Justice', Commission de droit de l'Ontario
- Membre, Comité consultatif de stratégie numérique, Waterfront Toronto
- Agrégée supérieure, CIGI (Centre for International Governance Innovation)

Penelope Simons

- Membre, Comité de rédaction, Business and Human Rights Journal (Cambridge University Press)
- Membre, Comité de rédaction, Elgar Studies in Human Rights (Edward Elgar Publishing)
- Vice-présidente et membre, Conseil d'administration, Global Business and Human Rights Scholars Association
- Membre, Conseil d'administration, Conseil canadien du droit international

Gabrielle St-Hilaire

- Juge, Cour canadienne de l'impôt

Debra Steger

- Agrégée supérieure, Institut C.D. Howe

Joanne St. Lewis

- Comité d'experts chargé des droits de la personne, Programme de contestation judiciaire



La professeure Joanne St. Lewis

LIVRES PUBLIÉS

LIVRES PUBLIÉS ENTRE LE 1 AVRIL 2018 ET LE 31 MARS 2020

Constance Backhouse, *Two Firsts: Bertha Wilson and Claire L'Heureux-Dubé at the Supreme Court of Canada* (Second Story Press, 2019).

Mary Jane Mossman, **Natasha Bakht**, **Vanessa Gruben**, Karen Pearson, dirs., *Families and the Law, 3rd Edition* (Captus Press Inc., 2019).

Jamie Benidickson, "Canada" dans *International Encyclopaedia of Laws: Environmental Law* (Kluwer Law International, 2019).

Jamie Benidickson, *Environmental Law in Canada*, 3rd Edition (Kluwer Law International, 2020).

Jamie Benidickson, *Levelling the Lake: Transboundary Resource Management in the Lake of the Woods Watershed* (UBC Press, 2019).

Jamie Benidickson, *Environmental Law*, 5th Edition (Irwin Law, 2019).

Denis Boivin, *Le droit des assurances dans les provinces de common law*, 2e édition (LexisNexis, 2020).

Yan Campagnolo, *Le secret ministériel : théorie et pratique* (Presses de l'Université Laval, 2020).

Yan Campagnolo et **Adam Dodek**, *La constitution canadienne* (Dundurn, 2019).

John Currie, Directeur-en-chef, *The Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international*, vol 55 (Cambridge University Press, 2018).

John Currie, Directeur-en-chef, *Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international*, vol 56 (Cambridge University Press, 2019).

Paul Daly, dir., *Apex Courts and the Common Law* (University of Toronto Press, 2019).

Gerard Hogan, David Gwynn Morgan, et **Paul Daly**, *Administrative Law in Ireland*, 5th Edition (Round Hall, 2019).

Richard Albert, **Paul Daly** et **Vanessa MacDonnell**, dirs., *The Canadian Constitution in Transition* (University of Toronto Press, 2019).

Adam Dodek, dir., *The Charter Debates: The Special Joint Committee on the Constitution, 1980-81, and the Making of the Canadian Charter of Rights and Freedoms* (uToronto Press, 2018).

Lewis N. Klar, **Bruce Feldthusen** et Allen M. Linden, *Canadian Tort Law – Cases, Notes & Materials*, 15th Edition (LexisNexis, 2018).

Bruce Feldthusen, Allen M. Linden, Margaret Isabel Hall, Erik S. Knutsen et Hilary A.N. Young, *Canadian Tort Law*, 11th Edition (LexisNexis, 2018).

Colleen M. Flood, Stephen Goudge, Heather MacIvor et Joanna Harrington, *Halsbury's Laws of Canada – Public Health* (2019 Reissue) / *Public Inquiries / Public International Law* (2019 Reissue) (LexisNexis, 2019).

Colleen M. Flood et Bryan Thomas, dirs., *Is Two-Tier Care the Future?* (University of Ottawa Press, 2020).

Craig Forcese, *Destroying the Caroline: The Frontier Raid That Reshaped the Right to War* (Irwin Law, 2018).

Vanessa Gruben, Alana Cattapan et **Angela Cameron**, dirs., *Surrogacy in Canada: Critical Perspectives in Law and Policy* (Irwin Law, 2018).

Vern Krishna, *Fundamentals of Canadian Income Tax, Volume 2: Corporate Tax* (Thomson Reuters, April 2018).

Vern Krishna, *Halsbury's Laws of Canada – Income Tax (Corporate)* (LexisNexis, 2019).

Fannie Lafontaine et **François Larocque**, dirs., *Doing Peace the Rights Way: Essays in International Law and Relations in Honour of Louise Arbour* (Intersentia, 2019)

Carissima Mathen, *Courts Without Cases: The Law and Politics of Advisory Opinions* (Hart Publishing, 2019).

Heather McLeod-Kilmurray, **Angela Lee** et **Nathalie Chalifour**, *Food Law and Policy in Canada* (Carswell, 2019).

Errol Mendes, *Peace and Justice at the International Criminal Court: A Court of Last Resort*, 2nd Edition (Edward Elgar Publishing, Inc., 2019).

Chidi Oguamanam, dir., *Genetic Resources, Justice and Reconciliation: Canada and Global Access and Benefit Sharing* (Cambridge University Press, 2018).

Chidi Oguamanam, *Opeyemi Oke: A Benchmark on the Bench* (Esquire Publications, 2019).

Joseph E. Roach, *Halsbury's Laws of Canada – Mortgages* (2019 Reissue) (Lexis Nexis, 2019).

Joseph E. Roach, *The Canadian Law of Mortgages*, 3rd Edition (LexisNexis, 2018).

Michael Deturbide et **Teresa Scassa**, *Digital Commerce in Canada* (LexisNexis, 2020).

Derek McKee, Finn Makela et **Teresa Scassa**, dirs., *Law and the "Sharing Economy": Regulating Online Market Platforms* (uOttawa Press, 2018).

J. Anthony VanDuzer et Patrick Leblond, dirs., *Promoting and Managing International Investment: Towards and integrated policy approach* (Routledge, 2020).

J. Anthony VanDuzer, *The Law of Partnerships and Corporations*, 4th Edition (Irwin Law, 2018).

